

---

**Entre développement et sécurité :  
les interventions allemandes en crise**

---

**Aline Leboeuf**

*Janvier 2009*



Laboratoire  
de Recherche  
sur la Défense

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale. Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

ISBN : 978-2-86592-451-6

© Ifri – 2009 – Tous droits réservés

Toute demande d'information, de reproduction ou de diffusion peut être adressée à [publications@ifri.org](mailto:publications@ifri.org)

Ifri  
27 rue de la Procession  
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE  
Tel : +33 (0)1 40 61 60 00  
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60  
Email : [ifri@ifri.org](mailto:ifri@ifri.org)

Ifri-Bruxelles  
Rue Marie-Thérèse, 21  
1000 – Bruxelles – BELGIQUE  
Tel : +32 (0)2 238 51 10  
Fax : +32 (0)2 238 51 15  
Email : [info.bruxelles@ifri.org](mailto:info.bruxelles@ifri.org)

Site Internet : [www.ifri.org](http://www.ifri.org)

# « Focus stratégique »

---

Les questions de sécurité exigent désormais une approche intégrée, qui prenne en compte à la fois les aspects régionaux et globaux, les dynamiques technologiques et militaires mais aussi médiatiques et humaines, ou encore la dimension nouvelle acquise par le terrorisme ou la stabilisation post-conflit. Dans cette perspective, le Centre des études de sécurité se propose, par la collection « **Focus stratégique** », d'éclairer par des perspectives renouvelées toutes les problématiques actuelles de la sécurité.

Associant les chercheurs du centre des études de sécurité de l'Ifri et des experts extérieurs, « **Focus stratégique** » fait alterner travaux généralistes et analyses plus spécialisées, réalisées en particulier par l'équipe du Laboratoire de Recherche sur la Défense (LRD).

## ***L'auteur***

Aline Leboeuf est chercheur au sein du Centre des études de sécurité de l'Ifri et responsable du programme Santé et Environnement. Dans le cadre du Laboratoire de Recherche sur la Défense, elle s'intéresse plus particulièrement aux questions de stabilisation et de reconstruction. Elle a notamment réalisé une étude sur « La relation franco-allemande dans le domaine du maintien de la paix en Afrique », en collaboration avec Andreas Mehler.

## ***Le comité de rédaction***

Rédacteur en chef : Etienne de Durand

Rédacteur en chef adjoint : Marc Hecker

Assistante d'édition : Louise Romet



# Sommaire

---

<b>Introduction</b>	<b>5</b>
<b>« Sécurité et développement » : légitimer et mieux coopérer ?</b>	<b>7</b>
<i>Légitimer les opérations extérieures allemandes</i>	8
<i>Un cadre de coopération ?</i>	12
<b>Des savoir-faire « sécurité et développement » ?</b>	<b>17</b>
<i>L'aide sur les terrains de guerre</i>	17
<i>Le volet militaire : des hôpitaux volants aux forces spéciales</i>	19
<b>L'épreuve du feu</b>	<b>23</b>
<i>Une puissance civile inutile ?</i>	23
<i>Le développement et la guerre : une confrontation délicate</i>	25
<i>Les forces armées allemandes sous pression</i>	27
<b>Conclusion</b>	<b>35</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>39</b>



# Introduction

---

Les interventions extérieures menées aujourd'hui par les pays occidentaux ressemblent peu à l'image mythique des opérations de maintien de la paix « faciles » des années 1990. Des Casques bleus tentaient alors de départager les parties en conflit suite à la conclusion d'un cessez-le-feu, confiant à l'ONU un rôle de médiateur neutre. Déjà, la Bosnie avait montré qu'une approche fondée sur la neutralité pouvait ne pas résister à un belligérant décidé à poursuivre la guerre. Depuis, les interventions occidentales sont devenues plus complexes, moins encadrées, parfois aussi plus confuses. Le recours à la coercition et la mise en place d'opérations de contre-insurrection – hier encore inconcevables – sont désormais le quotidien des armées occidentales. Toute intervention sera maintenant pensée en envisageant une évolution à l'irakienne ou à l'afghane.

Face à ces transformations, les dispositifs d'intervention occidentaux, déjà soumis à de fortes contraintes pour s'adapter à l'après guerre froide, sont à nouveau « mis en crise » et sommés de trouver des solutions pour mieux gérer ces situations délicates qui vont de l'intervention, à la stabilisation et à la reconstruction. Certains problèmes classiques deviennent plus difficiles à gérer, dans une situation d'intervention plus volatile et plus dangereuse. La coopération et donc le partage des rôles entre intervenants civils et militaires deviennent ainsi cruciaux, d'autant plus qu'est reconnue la nécessaire complémentarité des différents types d'actions – diplomatique, militaire, de développement – pour le succès des interventions.

Parmi les pays intervenants, l'Allemagne vit de façon extrême ces contraintes et difficultés nouvelles. Elle dispose d'un certain nombre de savoir-faire et de doctrines qui auraient dû la doter d'une forte plus-value sur le terrain des interventions extérieures, et lui permettre de mieux gérer la transition du maintien de la paix à un nouveau modèle de stabilisation. Or, l'Allemagne reste fortement critiquée pour n'avoir pas su tirer un meilleur parti de ses ressources pour contribuer aux efforts de stabilisation, notamment en Afghanistan. Comment expliquer ce paradoxe ?

L'un des outils dont dispose l'Allemagne correspond à l'approche en termes de « sécurité et de développement ». Elaborée par des agences de développement<sup>1</sup> pour mieux appréhender l'engagement croissant de ces

---

<sup>1</sup> Initialement l'OCDE – Organisation de coopération et de développement économiques – et le DFID – Ministère du développement britannique.

dernières sur des terrains de crise voire de guerre à partir du milieu des années 90, elle se fonde sur une idée simple : pas de sécurité sans développement, pas de développement sans sécurité. Toute intervention extérieure visant à rétablir la paix doit donc mettre en œuvre ces deux composantes : rétablissement de la sécurité et développement.

L'approche « sécurité et développement », en partie mobilisée par l'Allemagne, prenait tout son sens dans un cadre de montée en puissance progressive de l'engagement, à petits pas. Elle est aujourd'hui en crise. En effet, sa transposition dans un cadre d'intervention nettement plus exigeant et coercitif, plus dangereux aussi, à la fois pour le dispositif d'intervention mais aussi pour le pouvoir politique décidant de l'engagement, agit comme un révélateur de ses contradictions et limites. Bien que l'Allemagne reconnaisse l'importance de la « sécurité » pour le « développement », elle hésite à recourir à des modes d'actions coercitifs pour garantir la paix. Elle privilégie des modes d'actions civils qui s'avèrent inadaptés aux nouveaux cadres d'intervention. Ces derniers exigent une adaptation rapide, efficace, impossible à mettre en œuvre sans une volonté politique forte. Déployée dans de telles interventions, l'approche « sécurité et développement » paraît particulièrement délicate. Pour être préservée et exploitée, elle doit être adaptée. Cela implique une interprétation plus radicale de cette approche, comme discours autorisant sans ambiguïté le recours à la coercition.

A travers l'exemple allemand, confronté au nécessaire basculement du modèle du maintien de la paix à celui des engagements complexes à fort niveau de coercition, cet article permet de s'interroger, plus généralement, sur l'adaptation des dispositifs d'interventions occidentaux au nouvel environnement stratégique.

## « Sécurité et développement » : légitimer et mieux coopérer ?

---

L'approche « sécurité et développement » est devenue aujourd'hui un discours dominant au sein du monde du développement, mais aussi au cœur des organisations les plus engagées sur le terrain des opérations mêlant dimensions civiles et militaires, comme les institutions européennes. Bien que des interprétations différentes de cette approche coexistent, ce concept assez flou correspond généralement, à l'affirmation du rôle primordial que joue le développement pour assurer la sécurité d'un pays et à la reconnaissance du facteur essentiel que représente la sécurité : l'intervention militaire et la coopération avec les acteurs militaires peuvent être nécessaires, légitimes et utiles<sup>2</sup>.

Dès lors que le concept de développement est associé à tout un ensemble de valeurs jugées positives par l'opinion publique (principes humanitaires d'assistance à autrui, d'engagement désintéressé au profit de son prochain, forte connotation morale, éthique, idéaliste), le lien au concept de sécurité renforce l'image positive des opérations extérieures. Sur le terrain, un engagement en faveur de la reconstruction qui a des résultats tangibles dans le quotidien des populations locales accroît la légitimité de la mission, et peut diminuer les résistances de la population vis-à-vis de l'intervenant.

Cela étant, il est possible d'interpréter ce « besoin de sécurité » de façons diverses. La plupart des Britanniques du DFID, acceptent qu'un impératif de sécurité implique un recours ponctuel à des modes d'actions coercitifs. Au contraire, la plupart des civils allemands préfèrent une interprétation plus réduite, impliquant un recours minimal à la coercition et privilégiant des modes d'action civils (reconstruction des bâtiments, d'infrastructures, soutien médical, distribution de nourriture, coopération pour le renforcement des capacités des services de sécurité locaux, etc.) ou une posture de type maintien de la paix (recours à la force très limité).

Ainsi interprété, le discours « sécurité et développement » est venu nourrir la réflexion allemande sur la prévention des conflits, mot clef de la

---

<sup>2</sup> Aline Leboeuf, « Sécurité et développement : acteurs et consensus », *Afrique Contemporaine*, n°218, 2006/2, p. 69-83, [http://www.caim.info/article.php?ID\\_REVUE=AFCO&ID\\_NUMPUBLIE=AFCO\\_218&ID\\_ARTICLE=AFCO\\_218\\_83](http://www.caim.info/article.php?ID_REVUE=AFCO&ID_NUMPUBLIE=AFCO_218&ID_ARTICLE=AFCO_218_83); Jean-Bernard Véron, « L'aide au développement face à la guerre », *Focus Stratégique*, n°7, mai 2008, [http://www.ifri.org/files/Securite\\_defense/Focus\\_7\\_Veron\\_aide\\_developpement\\_guerre.pdf](http://www.ifri.org/files/Securite_defense/Focus_7_Veron_aide_developpement_guerre.pdf)

politique extérieure allemande depuis le début du XXI<sup>ème</sup> siècle<sup>3</sup>. Il a ainsi contribué à légitimer les interventions extérieures, et à consolider l'engagement des acteurs de la sécurité mais surtout du développement dans la gestion des crises, en rapprochant, en partie, champ de la sécurité et champ du développement<sup>4</sup>.

### **Légitimer les opérations extérieures allemandes**

Si la participation de l'Allemagne aux opérations multilatérales dans un cadre UE, OTAN ou ONU semble aujourd'hui aller de soi pour ses partenaires, qui comprennent mal qu'elle ne s'engage pas de façon plus prononcée à leurs côtés, cette participation résulte d'un long processus engagé à la fin de la guerre froide. Celui-ci a permis de supprimer, ou au moins d'affaiblir, tout un ensemble de barrières philosophiques et juridiques limitant la capacité d'intervention allemande : 1/ freins constitutionnels, 2/ appareil de défense centré sur la protection du territoire, 3/ opinion publique hésitante vis-à-vis du déploiement des forces allemandes à l'étranger, 4/ méfiance à l'égard d'un retour du militarisme allemand, etc. Alors qu'un soutien purement civil et technique (logistique, soutien médical, etc.) a très rapidement été accepté comme légitime, le recours à la coercition reste un élément très sensible, encore difficilement accepté par l'opinion publique allemande. De fait, seul un discours humaniste, moral ou éthique, permet que soient acceptés des engagements autrement jugés dangereux et critiquables.

#### **Quel usage de la force ?**

Dans la conception allemande, la force n'est qu'un instrument secondaire, auquel on n'a recours que lorsque toutes les options politiques, diplomatiques, « civiles » ont échoué<sup>5</sup>. Cette vision s'explique par l'histoire allemande (obligation de mener une politique étrangère pacifique et conciliante, suite à la défaite de 1945), par une opinion publique et une société vieillissantes plus intéressées par le bien-être socio-économique que par la puissance, mais aussi par les stratégies institutionnelles des bureaucraties dominant la formation de la politique étrangère actuelle. Les Affaires étrangères et le ministère du développement conservent la haute main sur la gestion des crises. Ils privilégient le type de solutions qu'ils

---

<sup>3</sup> Voir le Plan d'action « prévention des crises, résolution des conflits et consolidation de la paix ».

<sup>4</sup> Ainsi, le site internet de la ministre du développement, Heidemarie Wieczorek-Zeul, explique, concernant l'Afghanistan :

« Pour la région Kunduz un concept spécial pour la sécurité et le développement a été conçu, qui a été mise en œuvre avec succès. La *Bundeswehr* assure un climat de sécurité. Le travail de développement s'investit surtout pour la reconstruction – selon le mot d'ordre : responsable ensemble de la réussite du projet mais chacun des modes différents pour mettre en œuvre cette responsabilité ».

<http://heidi-wieczorek-zeul.de/themen.html> accédé le 13 mai 2008.

<sup>5</sup> Regina Karp, « The New German Foreign Policy Consensus », *The Washington Quarterly*, vol. 29, n°1, hiver 2005-06, p. 69 et 74 ; Burkard Schmitt, « La politique de sécurité de l'Allemagne », *Géopolitique*, n° 91, 2005, p. 42 ; Khalil Aggiouri, *La sécurité comme stratégie de développement : la coopération allemande et la prévention des conflits. Analyse d'un modèle en mutation et recommandations*, Agence Française de Développement (note interne), STR/PRS/CMO, 2006.

peuvent eux-mêmes produire, tandis que l'armée allemande, en cours de réforme et dotée de moyens insuffisants, tente plutôt de limiter son engagement dans des opérations de stabilisation et de maintien de la paix, surtout hors cadre OTAN<sup>6</sup>. Le rôle prépondérant du Parlement dans la décision d'intervention, décidé par le Tribunal de Karlsruhe en 1994, contribue également à renforcer cette tendance.

Ce consensus interministériel est cristallisé dans ce qui se veut un cadre stratégique global pour la prévention des crises (Plan d'action « prévention des crises, résolution des conflits et consolidation de la paix »). Il intègre la force comme l'un des moyens de la prévention des crises – même s'il n'est officiellement que secondaire. La formation de ce consensus n'allait pour autant pas de soi, au moins jusqu'au débat de 1999 sur le Kosovo. Comme le parti des Verts, de nombreux acteurs institutionnels, notamment dans le champ du développement, adhéraient en effet à une conception pacifiste de la politique étrangère allemande. Le développement et la diplomatie, quitte à aider les belligérants à respecter leurs engagements grâce à une opération classique de maintien de la paix, devaient seuls éviter la violence. Mieux, les conflits armés ne s'imposaient pas comme une problématique légitime de l'action humanitaire et encore moins du développement.

L'arrivée de la coalition rouge-verte au pouvoir en 1998 a conduit au ralliement officiel de ces acteurs à une conception moins pacifiste, et a permis aux acteurs du développement de prendre toujours plus en compte les problématiques de sécurité dans leurs cadres d'action.

Ce « basculement » était cependant déjà perceptible dans tous les débats sur les dilemmes de l'action humanitaire au sortir des expériences bosniaque et rwandaise. La remise en cause des préceptes de « neutralité » de l'aide et de « non-ingérence », les efforts pour élaborer une ligne de conduite permettant d'aider, sans soi-même contribuer à la dynamique conflictuelle, voire les appels exigeant que les puissances occidentales interviennent pour rétablir la paix et sauver les populations parfois malgré elles, n'ont pas laissé les acteurs allemands indifférents. Lorsque Joschka Fischer renversait le célèbre postulat guidant la politique étrangère allemande – « Plus jamais Auschwitz » et non « Plus jamais la guerre »-, il était désormais soutenu par une partie croissante des acteurs du monde allemand du développement.

Cette quasi-révolution, ce nouveau « consensus » pour reprendre l'expression de Regina Karp, s'est principalement incarnée dans le concept un peu fourre-tout de « sécurité et développement ». Puisqu'il n'est pas possible de conduire une action de développement dans un pays instable, et puisque la stabilité d'un pays sans développement n'est qu'un leurre de courte durée, était reconnue l'importance conjointe de l'action de

---

<sup>6</sup> Cet apparent consensus interministériel n'empêche pas la persistance de difficultés interministérielles classiques. Entretiens avec deux diplomates français, automne 2005.

développement et de la stabilisation. Prévenir les crises était désormais devenu un enjeu légitime de l'action de développement.

Comme tout consensus, l'approche « sécurité et développement » implique des réalités différentes selon les acteurs qui se l'approprient. Alors qu'aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni, ce principe a valorisé et légitimé conjointement l'outil militaire et l'outil « développement » dans la résolution des crises, en Allemagne, les acteurs provenant du champ du développement ont conservé une certaine réserve vis-à-vis de l'outil militaire. Si ce dernier est désormais reconnu comme pouvant jouer un rôle dans la gestion/prévention des crises – ce qui constitue déjà un revirement incontestable au regard des principes pacifistes –, celui-ci doit rester secondaire.

### Limites de la « stratégie des petits pas »

Comme le rappelle Hans Stark, « aujourd'hui, des contingents de la *Bundeswehr* sont présents dans de nombreux foyers de crise, sous les auspices de l'ONU, de l'UE ou de l'OTAN – une réalité inconcevable sous le gouvernement Kohl »<sup>7</sup>. Résultat d'un processus voulu par les dirigeants allemands, répondant aux exigences et aux sollicitations des événements mondiaux, cette réalité reste encore inachevée et réversible.

Depuis la fin de la guerre froide, l'Allemagne a adopté et mis en œuvre une stratégie dite généralement des « petits pas ». Pour amadouer une opinion publique attachée au pacifisme, et transformer une conception de la sécurité avant tout tournée vers la défense du territoire allemand et de moins en moins adaptée aux transformations du monde, les gouvernements allemands « ont ainsi développé une approche progressive pour habituer le pays aux nouvelles réalités »<sup>8</sup>. L'Allemagne participe au début des années 90 aux opérations de maintien de la paix au Cambodge, puis en Somalie, mais très modestement, et uniquement pour des missions de soutien logistique ou d'aide humanitaire. Se posait en effet la question de la légalité constitutionnelle d'un déploiement de forces de la *Bundeswehr* hors des théâtres légitimes de la guerre froide. La décision de la cour constitutionnelle fédérale du 12 juillet 1994 autorise ces déploiements dans un cadre onusien et à condition qu'ils soient approuvés par un vote du *Bundestag*. Progressivement, le champ d'action de la *Bundeswehr* s'élargit. Lorsque la coalition rouge-verte arrive au pouvoir en 1998, elle soutient l'intervention de la *Bundeswehr* au Kosovo dans un cadre OTAN, démontrant le ralliement de toutes les composantes politiques allemandes (hormis le PDS, *Partei des Demokratischen Sozialismus*, le parti d'extrême gauche) au « compromis » légitimant la force comme l'une des composantes de la politique de paix de la République fédérale.

Pourtant, comme les débats autour d'une intervention allemande en Afghanistan puis en Irak l'ont prouvé, le compromis reste fragile. Pour

<sup>7</sup> Hans Stark, « Quel bilan pour la politique étrangère et de sécurité de l'Allemagne de Schröder ? », *Géopolitique*, n° 91, 2005, p. 72.

<sup>8</sup> Burkard Schmitt, *op.cit.*, 2005, p. 40.

obtenir l'envoi de la *Bundeswehr* en Afghanistan en 2002, Gerhard Schröder se voit contraint de recourir au vote de confiance. L'opinion publique allemande s'opposant avec ferveur à l'intervention américaine en Irak, le Chancelier prend le risque d'une opposition frontale aux objectifs américains, ce qui lui permet d'être réélu<sup>9</sup>. Par ailleurs, fortement engagée dans les Balkans puis en Afghanistan, l'Allemagne n'a qu'une marge de manœuvre militaire très limitée pour mener à bien d'autres interventions. Pourtant, un nombre important de crises et de conflits violents en phase de résolution et de stabilisation sollicitent les capacités de tous les pays occidentaux. Les pressions se font fortement sentir sur l'Allemagne pour qu'elle s'engage davantage, notamment en vue de soutenir la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD), et surtout pour démontrer la crédibilité de sa candidature au Conseil de sécurité de l'ONU. Comment trouver le point d'équilibre entre préparation de l'opinion publique aux risques et aux coûts qu'implique la politique de responsabilité de l'Allemagne et engagement compatible avec cette politique ? La solution trouvée correspond à une variante de la stratégie des petits pas : ce qu'on pourrait appeler une stratégie impressionniste<sup>10</sup>. Il s'agit de saupoudrer l'engagement allemand en une multitude de modestes contributions, permettant à l'Allemagne d'être présente partout, mais à un niveau symbolique. A ce titre, la carte des militaires, observateurs et experts civils allemands déployés, publiée par le ZIF (*Zentrum für Internationale Friedenseinsätze*), s'avère surprenante : elle correspond à peu de choses près à la carte des opérations civiles et militaires onusiennes, européennes, otaniennes et de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe). Les Allemands auraient été présents dans 45 des 58 missions en cours en mai 2005 (soit 77,6 %). A ceci près que le nombre de « déployés » était presque toujours insignifiant (entre 1 et 16), sauf dans le cas de l'Afghanistan et de l'ex-Yougoslavie<sup>11</sup>. En 2008, la situation reste similaire, bien que plus concentrée, avec 7 169 personnels déployés dans 43 missions (sur un total de 63, soit 68 %), dont 6 774 militaires, 218 policiers et 177 civils ; 6 135 militaires dans le cadre de deux missions de l'OTAN (sur trois, Afghanistan et Kosovo), 779 personnels dans 20 missions ONU (sur 27), 216 dans 11 missions UE (sur 14) et 38 dans 10 des 19 missions OSCE<sup>12</sup>. Hormis les missions en Afghanistan, en ex-Yougoslavie, au Soudan et au Liban, jamais plus de 17 Allemands ne sont déployés.

<sup>9</sup> Selon Thomas Risse : « Les conflits avec les Etats-Unis s'expliquent précisément par la volonté de rester une puissance civile et non par l'abandon de ce concept ». Cité par Winfried Veit, « Politique extérieure de la coalition rouge-vert : Entre Realpolitik et responsabilité historique », *Géopolitique*, n° 91, 2005, p. 23.

<sup>10</sup> Aline Leboeuf et Andreas Mehler, « La relation franco-allemande dans le domaine du maintien de la paix en Afrique », Ifri, *Rapport final*, mars 2006, p. 79-80.

<sup>11</sup> Le cas de l'UNMIS (Mission des Nations Unies au Soudan) est un peu spécifique, le ZIF annonçant un chiffre de 50 militaires allemands en mai 2005, alors que les difficultés rencontrées avec le gouvernement soudanais ont rendu ce déploiement quasiment impossible. Comme on l'a vu, en janvier 2006, seuls 13 Allemands étaient déployés dans un cadre UNMIS. « Aktuelle Friedens-, Krisenpräventions- und Peacebuildingeinsätze weltweit und deutsche Beteiligung », ZIF, mai 2005, <http://www.zif-berlin.org/>

<sup>12</sup> ZIF, « International and German Personnel in EU, UN, OSCE, NATO and Other Field Missions », June 2008, [http://www.zif-berlin.org/Downloads/Mission\\_Update\\_April\\_2008II.pdf](http://www.zif-berlin.org/Downloads/Mission_Update_April_2008II.pdf) accédé le 20 juillet 2008.

En multipliant ainsi les participations allemandes aux diverses opérations de prévention des crises et de maintien de la paix dans le monde entier (Afrique et Océanie comprises), le gouvernement allemand a cherché à habituer l'opinion publique à l'idée que la sécurité de l'Allemagne et la poursuite de sa politique de responsabilité requièrent une présence allemande sur tous les continents, même dans les espaces les plus éloignés de l'imaginaire national et ceux jugés très « risqués » (Timor, RDC en 2005, aujourd'hui encore le Soudan et l'Afghanistan). On espérait ainsi, peut-être, préparer très progressivement l'adaptation de la *Bundeswehr* à ses nouvelles missions, notamment la gestion des crises sur des théâtres africains.

Ce choix d'un engagement « militaire » progressif répond non seulement à des impératifs internes (accroître les marges de manœuvre de la politique étrangère allemande en limitant les contraintes internes par rapport à l'usage de la force) mais aussi externes. Il s'agit d'abord de réduire les pressions qu'exercent les partenaires de l'Allemagne sur sa politique extérieure, en démontrant l'effort allemand. L'Allemagne espère ainsi pouvoir refuser plus facilement de participer à une intervention, sans devoir en payer le coût politique (à ce titre, l'Irak est porteur d'enseignements ambivalents). Par ailleurs, il s'agit également de rendre l'engagement visible mais discret : éviter d'être vu comme un acteur désireux d'évoluer au premier plan et menant une politique traditionnelle de puissance. L'Allemagne n'est pas prête à adopter une telle vision d'elle-même et cela ne pourrait en outre que desservir ses intérêts : être vue par l'extérieur comme « puissance civile » ou géant pacifique (« gentle giant »<sup>13</sup>) lui permet d'engranger prestige et influence (*soft power*), notamment auprès de pays voyant en elle un interlocuteur de confiance.

### ***Un cadre de coopération ?***

Si le mot d'ordre « sécurité et développement » a ainsi pu contribuer, en filigrane, à renforcer la légitimation des opérations extérieures allemandes auprès du champ du développement et auprès du grand public allemands, en réconciliant puissances civile et militaire, il a surtout eu des effets opérationnels, en fournissant un cadre de rapprochement entre acteurs du développement et acteurs militaires. Un tel rapprochement s'est révélé extrêmement nécessaire au cours des années 90 et ce besoin est aujourd'hui consacré – et cela même aux Etats-Unis – par des appels à la mise en place d'une approche globale (*comprehensive approach*), prenant en compte les 3D, défense, diplomatie et développement.

Le problème de la coopération entre civils et militaires a pris une tournure spécifique en Allemagne. Tant que les forces armées allemandes prenaient en charge un certain nombre d'actions civiles, et s'investissaient activement dans le domaine du développement, notamment *via* des opérations civilo-militaires qui constituaient parfois le cœur de leur métier, et non des mesures d'accompagnement d'actions militaires plus classiques, ces derniers pouvaient se positionner en rivaux des acteurs

---

<sup>13</sup> Regina Karp, *op.cit.*, p. 63.

humanitaires<sup>14</sup>. On le verra, cette tension a encore été exacerbée par la mise en place des *Provincial Reconstruction Teams* (PRTs). Cependant, l'engagement croissant des forces armées allemandes dans le cadre de missions de plus en plus variées, et parfois de moins en moins civiles, les a contraintes à rechercher la complémentarité avec des acteurs civils. Par ailleurs, l'émergence de besoins que les militaires ne pouvaient que partiellement combler – expertise juridique, réforme de la police, pilotage de programmes ambitieux de reconstruction (infrastructures énergétiques par exemple) – faute d'expertise spécialisée, a renforcé cette dynamique.

De fait, nombre de ces acteurs civils se révélaient dotés d'une culture militaire insuffisante, et leur incompréhension des questions stratégiques pouvaient avoir un impact négatif non seulement sur leur propre sécurité (en les conduisant à prendre des risques inutiles) mais aussi sur la bonne collaboration entre civils et militaires, et à terme sur la réussite des opérations extérieures. En plus de légitimer une meilleure collaboration entre civils/développeurs et militaires, l'approche « sécurité et développement » s'est traduite en Allemagne par la mise en place de deux types d'outils. Le premier, le ZIF, doit permettre de former des experts civils habitués à intervenir dans un espace en guerre, et à interagir avec des forces armées. Le deuxième, les PRT, vise à structurer, sur le terrain, la mise en œuvre d'une approche globale intégrant sécurité et développement.

#### **Le ZIF : experts, formation civilo-militaire et RETEX**

Le *Zentrum für Internationale Friedenseinsätze* (ZIF)<sup>15</sup> est l'une des créations institutionnelles allemandes récentes les plus intéressantes. Ce petit centre, créé en juin 2002, a en effet trois missions. Il constitue une réserve d'experts civils allemands susceptibles d'être déployés dans des opérations extérieures. Actuellement, environ 180 de ces experts sont déployés dans le cadre de missions de l'OSCE, de l'UE et de l'ONU. Depuis sa création, 1200 observateurs électoraux ont ainsi été déployés par le ZIF.

Le ZIF assure également un RETEX (retour d'expérience ou *lessons learned*) de ces déploiements et analyse les opérations de paix afin d'améliorer les pratiques et savoir-faire allemands dans le domaine civil.

Surtout, le ZIF assure une formation civilo-militaire des experts civils grâce notamment à de courtes immersions dans un cadre militaire, en amont des déploiements, pour améliorer la capacité des civils à évoluer dans un environnement instable, mais aussi faciliter la coopération sur le terrain entre civils et militaires en familiarisant les civils à l'environnement et la culture militaires. Du 22 au 27 juin 2008, le ZIF a ainsi organisé son quatrième cours intitulé « Security in the Field Training » dans le centre de

---

<sup>14</sup> Jean-Luc Maret, « Les actions civilo-militaires allemandes : entre inhibition et humanitarisme », *Notes de la FRS*, 12 février 2007, p. 2, <http://www.frstrategie.org/barreCompetences/conflits/20070212.pdf> accédé le 21 août 2008.

<sup>15</sup> <http://www.zif-berlin.org/>

formation des Nations Unies de la *Bundeswehr* de Hammelburg. Y participaient vingt personnes de l'OSCE et du conseil de l'UE ainsi que, pour la première fois, cinq diplomates allemands sur le point d'être déployés à l'étranger<sup>16</sup>.

Outil utile, le ZIF reste cependant un acteur marginal sur les terrains de crise. Il ne forme pas les militaires, or la proportion entre militaires et civils déployés reste largement au profit des premiers, qui conservent l'image d'un instrument de gestion « civile » des crises, malgré leur engagement croissant dans des opérations de moins en moins civiles. Signe de cette marginalité, les quelques officiers allemands que nous avons rencontrés depuis 2005 à Hambourg et Paris n'avaient pas entendu parler de ce centre.

### Les PRT ou l'intégration civilo-militaire

Loin de la capitale allemande, sur le terrain afghan, les PRT – symbole de l'approche « sécurité et développement » ou « sécurité et reconstruction », expression qui apparaît parfois dans la documentation officielle allemande<sup>17</sup>, intègrent civils (diplomates, développeurs et policiers) et militaires au sein d'une même structure. Les PRT allemandes sont sous double direction civile et militaire et celle de Kunduz a été l'une des premières PRT non américaines. Initialement rattachées à l'opération *Enduring Freedom*<sup>18</sup>, elles sont désormais dirigées et soutenues par le *Regional Command North* de l'ISAF, situé à Mazar-e-Sharif, et sous responsabilité allemande.

Elles sont au nombre de deux : Kunduz (créée en novembre 2003) et Feyzabad (mise sur pied en septembre 2004). Théoriquement, les volets civils et militaires de l'opération ont des objectifs distincts. La composante militaire a pour mission de créer un environnement sécurisé rendant possible les opérations de reconstruction. Le volet civil apporte un appui aux organisations impliquées dans la reconstruction du pays, facilite la coordination entre pouvoir local, régional et central, et tente de renforcer la société civile. En outre, les policiers déployés au sein des PRT contribuent

---

<sup>16</sup> ZIF, Nachricht, [http://www.zif-berlin.org/de/Analyse\\_und\\_Lessons\\_Learned/Nachrichten\\_vom\\_ZIF/ZIF-Trainingskurs\\_Security\\_in\\_the\\_Field\\_27.6.2008/Nachricht.html](http://www.zif-berlin.org/de/Analyse_und_Lessons_Learned/Nachrichten_vom_ZIF/ZIF-Trainingskurs_Security_in_the_Field_27.6.2008/Nachricht.html) accédé le 21 août 2008.

<sup>17</sup> Voir par exemple Auswärtiges Amt, « Reconstruction and development - Germany's commitment in Afghanistan », 4 septembre 2007 <http://www.auswaertiges-amt.de/diplo/en/Aussenpolitik/RegionaleSchwerpunkte/AfghanistanZentralasien/070905-AfgKonzept-Kabinett.html>, accédé le 21 août 2008 ; Auswärtiges Amt, « The civil-military approach – the prerequisite for effective reconstruction », 11 octobre 2007, <http://www.auswaertiges-amt.de/diplo/en/Aussenpolitik/RegionaleSchwerpunkte/AfghanistanZentralasien/071009-Ziv-Mil-Ansatz-TS.html>, accédé le 21 août 2008.

<sup>18</sup> Lt-Col. (I. G.) Horst Walther, « Le concept allemand des Provincial Reconstruction Teams (PRT), Principes d'emploi et expériences de l'armée de terre en matière de stabilisation de la paix », *Doctrine*, n° 13, septembre 2007, <http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr/publications/doctrine/doctrine13/fr/etranger/art8.pdf>, accédé le 23 août 2008.

à la réforme de la police dans la région<sup>19</sup>. Toutefois, la disproportion numérique entre militaires et civils au sein des deux PRT (470 militaires pour 15 civils à Kunduz, 330 militaires dont 250 Allemands et 10 civils à Feyzabad en 2007)<sup>20</sup>, ainsi que la dégradation de la situation sécuritaire en 2007 qui a contraint une partie des civils travaillant pour le développement à quitter Kunduz au moins temporairement<sup>21</sup>, se traduisent par une implication des militaires dans les volets civils de la mission de la PRT (liaison avec les organisations de développement, actions civilo-militaires et réalisation de *quick impact projects*, soutien médical, logistique et construction, etc.). De fait, à Kunduz, seuls 90 militaires sur 470 sont en charge du volet opérationnel militaire de la sécurité<sup>22</sup>.

L'Allemagne a également ouvert le 23 février 2008 à Taloqan une PAT (*Provincial Advisory Team*). Avec une cinquantaine de membres, la PAT intègre essentiellement des militaires allemands de l'ISAF et des civils travaillant pour GTZ (*Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit*), l'une des agences de développement allemandes, et doit contribuer à la reconstruction de la province de Takhar<sup>23</sup>.

Les PRT allemandes restent cependant critiquées pour leur caractère trop bureaucratique ; leurs difficultés, contrairement aux PRT britanniques, à clairement séparer les rôles entre civils et militaires ainsi qu'entre PRT et autres organisations d'aide ; et leur incapacité à véritablement renforcer les pouvoirs locaux. La situation sécuritaire s'est dégradée dans le Nord depuis 2003, mais certains estiment que la PRT a contribué à limiter cette détérioration<sup>24</sup>, et voient dans le ciblage des projets de développement mis en œuvre par la coopération allemande la preuve que ces projets sont reconnus comme ayant un impact stratégique par les insurgés<sup>25</sup>. Une étude allemande conduite en 2007 évaluant la coopération allemande au Nord de l'Afghanistan note que seuls 14 % des Afghans sondés ont entendu parler de la PRT de Kunduz, 77 % d'entre eux

---

<sup>19</sup> Auswärtiges Amt, « Expansion of German involvement in Afghanistan (Kunduz, Feyzabad and Mazar-e-Sharif) », <http://www.auswaertiges-amt.de/diplo/en/Aussenpolitik/RegionaleSchwerpunkte/AfghanistanZentralasien/Engagement-D-Kundus-Faisa-Mazar.html>, accédé le 21 août 2008.

<sup>20</sup> Markus Gauster, « Provincial Reconstruction Teams in Afghanistan », George C. Marshall European Center for Security Studies, *Occasional Paper Series*, n° 16, janvier 2008, [http://www.marshallcenter.org/site-graphic/lang-en/page-pubs-index-1/static/xdocs/research/static/occpapers/occ-paper\\_16-en.pdf](http://www.marshallcenter.org/site-graphic/lang-en/page-pubs-index-1/static/xdocs/research/static/occpapers/occ-paper_16-en.pdf), accédé le 23 août 2008.

<sup>21</sup> Sayed Yaqub Ibrahim, « Aid squeeze in Kunduz after security scare », Institute for War and Peace Reporting, *ARR*, n° 258, 29 juin 2007, <http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900sid/SJHG-74Q3K7?OpenDocument>, accédé le 21 août 2008.

<sup>22</sup> Markus Gauster, *op. cit.*

<sup>23</sup> Relief Web, Government of Germany, « German PRT Kunduz launches new Provincial Advisory Team in Takhar Province in the north of Afghanistan », 23 février 2008, <http://www.reliefweb.int/rw/RWB.NSF/db900SID/KHII-7C64E2?OpenDocument>, accédé le 23 août 2008.

<sup>24</sup> Markus Gauster, *op. cit.*

<sup>25</sup> Lt-Col. (I. G.) Horst Walther, *op. cit.*

considérant qu'elle a plutôt ou tout à fait contribué à améliorer la paix et la sécurité<sup>26</sup>.

Malgré la création de deux nouveaux outils devant améliorer les relations entre civils et militaires allemands, un seuil reste à franchir : tant que les militaires allemands se verront confier en priorité des missions civiles, ils se heurteront aux résistances des civils sur le terrain. De fait, un partage des tâches insuffisamment clarifié ne peut être que source de frictions. L'approche « sécurité et développement » (S&D) peut ainsi être interprétée de trois manières : un double mandat pour les forces armées, assurer à la fois la sécurité et le développement ; un double mandat pour le développement, assurer le développement et ainsi assurer la sécurité ; ou une coalition nécessaire et efficace des acteurs de la sécurité et des acteurs du développement. Si les forces américaines se retrouvent de plus en plus contraintes d'assurer un double mandat (sécurité et développement) faute d'une présence suffisante des acteurs du développement dans les zones très instables dans lesquelles elles interviennent, leur tradition les incitent cependant à rejeter le mandat civil et à le déléguer aux diplomates et acteurs du développement. Au contraire, les forces armées allemandes assument intégralement ce double mandat. Ils peuvent encore compter sur la présence de forces civiles dans leur zone d'intervention en Afghanistan, mais pour combien de temps ? Outre le problème d'un possible climat de compétition et non de coopération entre militaires et civils, faute d'une sécurité suffisante, la reconstruction ne peut qu'être fragilisée : les actions de développement, non protégées, non défendues, deviennent en effet des cibles faciles pour les insurgés.

---

<sup>26</sup> Cette étude note également que selon les sondés, la situation sécuritaire s'est améliorée lors des deux dernières années et attribuent cette amélioration essentiellement aux forces internationales. Federal Ministry for Economic Cooperation and Development, "Assessing the Impact of Development Cooperation in North East Afghanistan, *Evaluation Reports*, n° 28, p. 6 et 7, [http://www.bmz.de/EN/service/infothek/evaluation/BMZ\\_Evaluierungsberichte/BMZ\\_Eval-028e\\_web.pdf](http://www.bmz.de/EN/service/infothek/evaluation/BMZ_Evaluierungsberichte/BMZ_Eval-028e_web.pdf), accédé le 23 août 2008.

# Des savoir-faire « sécurité et développement » ?

---

En dépit de ces difficultés, l'approche S&D s'est aussi accompagnée en Allemagne du développement de savoir-faire spécifiques adaptés aux opérations extérieures complexes.

## ***L'aide sur les terrains de guerre***

En prenant en charge l'approche « sécurité et développement », initialement élaborée par le Royaume-Uni et l'OCDE, l'Allemagne contribue à renforcer l'impact de ce discours et à le propager, avec pour conséquence principale l'engagement des acteurs du développement sur les terrains de crise<sup>27</sup>. Elle ne joue certes pas un rôle *leader* dans cette dynamique, car elle n'a pas la force de communication du DFID et pêche peut-être par sa capacité limitée à faire valoir son expérience et ses atouts auprès de ses partenaires, en particulier auprès des réseaux d'acteurs civils de la gestion des crises (Banque Mondiale, FMI, bailleurs de fonds divers, ONG, réseaux d'expertises, etc.). Cependant, l'Allemagne assure sans conteste un rôle de pilier en soutenant la dynamique en cours.

La réputation des agences de développement allemandes auprès des autres acteurs de ce secteur semble solide, puisqu'elles sont perçues comme dotées d'une expertise de qualité et d'une expérience riche. De nombreux acteurs de la gestion des crises verraient ainsi les Allemands comme des partenaires fiables, solides, dont les mots comptent et sont toujours suivis d'effets, et qui, surtout, ont des moyens financiers mais aussi techniques de qualité, qui font que tout engagement de leur part est « efficace ». Géant tranquille, l'Allemagne ne s'engagerait qu'avec mesure, mais avec les moyens adaptés et en s'assurant de la grande qualité de son action. L'aide allemande serait ainsi convoitée par de nombreux pays.

Il s'agit bien entendu d'une image, voire d'un mythe, qui ne résisterait sans doute guère à l'épreuve des faits (voir par exemple en infra les critiques de la réforme de la police afghane, conduite avec difficulté par l'Allemagne). L'important ici consiste toutefois à souligner l'existence de cette « marque » allemande, qui n'est pas le produit d'une politique volontariste de promotion de sa propre image comparable à celle menée par le Royaume-Uni sous Tony Blair, et qui contribue sans ambiguïté au *soft power* allemand.

---

<sup>27</sup> Jean-Bernard Véron, *op. cit.*

Ce processus de consolidation de l'image allemande s'auto-entretient, en réalité, de façon très subtile. Parce que l'Allemagne continue de se réclamer de la puissance civile et surtout que les ministères déterminant l'orientation de sa politique étrangère s'appuient résolument sur des réseaux d'ONG et d'organisations appartenant à la « société civile » (et les financent amplement), elle entretient une forme de système de cooptation réciproque entre elle-même et le monde des organisations civiles de gestion des crises. Elle réussit ainsi à crédibiliser son image de partenaire fiable et d'« amie de la société civile ». L'Allemagne évitant, par ailleurs, de trop se mettre en avant, les solutions qu'elle propose peuvent être de ce fait plus appréciées : de nombreux acteurs du champ du développement peuvent les estimer fondées sur une analyse juste, visant au bien commun, et non sur des calculs d'intérêt à courte vue ou visant à asseoir l'influence allemande.

### Une efficacité accrue ?

En adhérant à l'approche « sécurité et développement », l'Allemagne a ainsi contribué au mouvement de fond de repositionnement de la doctrine de l'aide au développement, notamment par le développement d'outils spécifiques, permettant sa mise en œuvre.

L'un de ces outils est la prise en compte du facteur « conflit » dans l'élaboration du projet de développement. Reconnaissant que toute aide au développement peut avoir un impact sur les conflits existant dans une société en contribuant, par exemple, à une nouvelle répartition des richesses, la coopération allemande souhaitait mettre en œuvre la nouvelle approche « Do no harm »<sup>28</sup>. Celle-ci incite à reconnaître, analyser et supprimer les effets négatifs de l'aide. Pour cela, une méthodologie permettant de prendre en compte cet impact de l'aide sur les conflits a été mise en œuvre. Chaque projet est ainsi analysé à l'aide d'une grille évaluant l'impact du projet sur les conflits armés mais aussi socio-économiques : négatif (risque de renforcer les tensions), neutre (aucun impact), positif (contribue à la résolution de ces conflits)<sup>29</sup>. Une réflexion continue est également menée par la coopération allemande pour comprendre les dynamiques conflictuelles et un système d'alerte précoce a même été mis en place<sup>30</sup>.

GTZ, une des agences de développement allemande, a également directement contribué dès 2000 à la réflexion sur la *réforme du secteur de sécurité* (RSS)<sup>31</sup>. Ce concept qui opérationnalise l'approche sécurité et

---

<sup>28</sup> Mary B. Anderson, *Do No Harm: How Aid Can Support Peace - or War*, Lynne Rienner Publishers, 1999.

<sup>29</sup> Khalil Aggiouri, *op. cit.*

<sup>30</sup> David Nyheim, « Can Violence, War and State Collapse be Prevented? The Future of Operational Conflict Early Warning and Response Systems », The DAC Network on Conflict, Peace and Development Co-Operation & The DAC Fragile States Group Joint Session, *Joint Room document*, n° 1, p. 27, 18 mai 2008.

<sup>31</sup> Dr Herbert Wulf (BICC) et Bernd Hoffmann (GTZ), « Security-Sector Reform in Developing Countries, An Analysis of the International Debate and Potentials for Implementing Reforms with Recommendations for Technical Cooperation », octobre 2000,

développement, fait aujourd'hui intégralement partie des politiques publiques du gouvernement allemand. Cependant, l'approche de la coopération allemande, si on la compare à l'approche britannique du DFID, reste plus centrée sur les volets civils de la RSS : réforme des structures ministérielles, des doctrines, renforcement des capacités de contrôle de la société civile. Certes, les ministères de l'intérieur et de la défense peuvent intervenir en sus des acteurs de la coopération pour renforcer les capacités opérationnelles des forces armées et de la police d'un pays comme l'Afghanistan. Cependant, malgré la mise en place d'un *working group* sur la RSS permettant la coordination de tous les ministères impliqués, la conception qu'a la coopération allemande de la RSS reste relativement restreinte (même si la DDR – Désarmement Démobilisation Reconstruction – est considérée comme faisant partie de la RSS). GTZ et le ministère de la coopération économique allemand ont soutenu de petits programmes de RSS en Indonésie, au Mozambique, dans sept pays des Grand Lacs, en Azerbaïdjan, au Nicaragua et en Amérique Latine<sup>32</sup>.

### **Le volet militaire : des hôpitaux volants aux forces spéciales**

A partir des années 90, l'armée allemande a également consolidé ses capacités d'intervention dans les espaces en crise. Outre une réforme générale de ses structures, elle a renforcé un certain nombre de « niches », civiles et militaires. Deux exemples de ces capacités, aux deux extrêmes du spectre, sont le service de santé des armées et les forces spéciales.

#### **Service de santé des armées et « MEDEVAC »**

L'Allemagne et la France sont souvent considérées, au sein de l'Union européenne, comme ayant les services de santé des armées (SSA) les plus développés et complets<sup>33</sup>. Pour l'Allemagne, le renforcement de son SSA répondait à deux exigences : tant que les engagements militaires allemands étaient limités, le SSA correspondait à un type de capacité « civile » pouvant être déployée en coalition afin de témoigner de la solidarité allemande vis-à-vis de ses alliés. Dès lors que des militaires allemands ont pu être déployés dans le cadre d'opérations extérieures, la qualité du SSA répondait à une exigence du Parlement allemand : assurer aux soldats allemands la même qualité de soin à l'étranger qu'en Allemagne. Face au défi du déploiement de capacités médicales dans le cadre d'opérations extérieures de plus en plus coercitives, le SSA allemand, comme le SSA français, a été contraint de se développer et de

---

[http://www.bicc.de/publications/other/gtz\\_studien/sicherheitssektor/securitysector.pdf](http://www.bicc.de/publications/other/gtz_studien/sicherheitssektor/securitysector.pdf), accédé le 25 août 2008.

<sup>32</sup> Federal Ministry for Economic Cooperation and Development, « Security Sector Reform – Vital for Peace and Development », [http://www.bmz.de/EN/issues/Peacebuilding/security\\_sector/index.html](http://www.bmz.de/EN/issues/Peacebuilding/security_sector/index.html), accédé le 25 août 2008; GTZ, "Results", <http://www.gtz.de/en/themen/uebergreifende-themen/krisenpraevention/8204.htm>, accédé le 25 août 2008.

<sup>33</sup> Ronan Tymen, « Les services de santé des armées européens », *Actu Santé*, n°106, juillet-août 2008, p. 10.

se réformer. Il a ainsi conservé une grande compétence<sup>34</sup>, dont l'un des éléments est sa capacité d'évacuation médicale – MEDEVAC.

Dans le cadre de la *Defense Capability Initiative* (OTAN) et de l'*European Headline Goal*, l'Allemagne s'était engagée à se doter de quatre A310 MEDEVAC, grâce notamment au soutien financier des Pays-Bas<sup>35</sup>. L'ancrage multinational initial de cette capacité semble aujourd'hui remis en cause, mais le pays dispose désormais de quatre « kits » MEDEVAC pouvant équiper ses quatre A310-304 MRT (transport multi-rôles). Un seul A310 reste équipé en permanence. Cet « hôpital volant » peut transporter, entre autres combinaisons, 38 malades sur des brancards, six unités de soins intensifs, et 28 personnels hospitaliers<sup>36</sup>. La *Luftwaffe* allemande a envoyé un A310 MEDEVAC en Palestine en 2000 pour sa première mission officielle. D'autres missions incluent la Namibie, l'Asie du Sud-est à la suite du tsunami<sup>37</sup>, et une mise à disposition dans le cadre de la coalition contre le terrorisme en 2002<sup>38</sup>. L'évacuation sanitaire des blessés français dans l'attentat de Karachi en mai 2002 a été réalisée par un avion sanitaire allemand<sup>39</sup>. Les A310 MRT ont par ailleurs été utilisés pour des transports de troupes et des vols humanitaires.

Des Transall C160 et des hélicoptères d'évacuation (CH53) complètent cette « niche » allemande. D'autres pays (la Belgique avec le A109) disposent également d'hélicoptères MEDEVAC, mais les « hôpitaux allemands » ont peu de concurrents. Au Pakistan, après le tremblement de terre, l'équipe d'évacuation aéro-médicale de l'Armée de l'air française a travaillé en coordination avec une équipe médicale allemande<sup>40</sup>. En Afghanistan, un hôpital militaire à Mazar-e-Sharif soigne les blessés allemands, internationaux et afghans. Les blessés les plus graves sont évacués par CH53 ou C160 à Termez (Ouzbékistan) où ils sont pris en charge à bord d'un A310 spécialement envoyé d'Allemagne, six heures plus tôt. Ce dernier les conduit alors en Allemagne<sup>41</sup>.

<sup>34</sup> Entretien avec un médecin militaire français, août 2008 ; Ralf Hoffmann, « Le service de santé allemand », *Actu Santé*, n°106, juillet-août 2008, p. 12.

<sup>35</sup> « Memorandum of Understanding germano-néerlandais sur une coopération mutuelle en vue de renforcer les capacités européennes en matières de transport aérien », Bruxelles, 14 mai 2001.

<sup>36</sup> Sanitätsdienst, « Airbus A 310 Medevac, Technischen Daten », [http://www.einsatz.bundeswehr.de/C1256F200023713E/CurrentBaseLink/W27HAG5A8291NFODE/\\$File/03\\_Airbus%20A310%20MedEvac.pdf](http://www.einsatz.bundeswehr.de/C1256F200023713E/CurrentBaseLink/W27HAG5A8291NFODE/$File/03_Airbus%20A310%20MedEvac.pdf), accédé le 25 août 2008.

<sup>37</sup> <http://www.amb-allemande.fr/cidal/Content.aspx?rubcode=POE&rbaid=3986> ; <http://www.stern.de/politik/panorama/534343.html?eid=534259>

<sup>38</sup> *American Forces Press Service*, « Nations Unite to Fight Terrorism », 28 février 2002, <http://www.defenselink.mil/news/newsarticle.aspx?id=43893>, accédé le 20 octobre 2008.

<sup>39</sup> <http://www.assemblee-nationale.fr/12/rap-info/i0335.asp>

<sup>40</sup> [http://www.defense.gouv.fr/sites/ema/base/breves/111105\\_une\\_equipe\\_devacuation\\_aero-medicale\\_de\\_larmee\\_de\\_lair\\_au\\_pakistan](http://www.defense.gouv.fr/sites/ema/base/breves/111105_une_equipe_devacuation_aero-medicale_de_larmee_de_lair_au_pakistan).

<sup>41</sup> *Bundeswehr*, « Standard eines deutschen Krankenhauses in Afghanistan », 7 décembre 2007, <http://www.einsatz.bundeswehr.de/C1256F1D0022A5C2/CurrentBaseLink/W279NF856681NFODE>, accédé le 25 août 2008.

### Des forces spéciales très encadrées

L'Allemagne n'aime guère mettre en avant un autre de ses savoir-faire, les forces spéciales. Elles mettent à mal en effet l'image de l'Allemagne comme puissance civile, et n'ont de toute façon pas vocation à être sous les feux des projecteurs. Plusieurs de ces forces sont cependant reconnues<sup>42</sup>, et les plus célèbres sont les KSK (*Kommando Spezialkräfte*)<sup>43</sup>. Basées à Calw, près de Stuttgart, elles ont été créées officiellement le 20 septembre 1996, suite à une réflexion conduite depuis 1990. Il manquait en effet à l'Allemagne les capacités qui lui auraient permis d'intervenir dans des situations de crise pour sauver ses ressortissants sans dépendre de ses alliés, notamment en 1991 à Kinshasa, et en 1994 au Rwanda et au Népal. Les KSK auraient des effectifs d'environ 1 000 hommes. Elles seraient intervenues pour la première fois le 15 juin 1998 pour arrêter Milorad Krnojelac en Bosnie. Depuis, leurs supposés faits d'armes en Afghanistan, bien que peu connus, leur valent d'être les forces allemandes les plus médiatiques (le Parlement allemand avait autorisé le déploiement de cent soldats des forces spéciales en Afghanistan)<sup>44</sup>.

Depuis leur intervention en Afghanistan, les KSK ont à plusieurs reprises fait parler d'elles. Premièrement, Murat Kurnaz, arrêté au Pakistan puis emprisonné à Kandahar fut transféré à Guantanamo puis relâché en 2006 – pour manque de preuves. Selon lui, deux membres des KSK auraient exercé des violences contre lui en 2002 à Kandahar<sup>45</sup>. Critiquées pour leur manque de respect des règles lors de leurs déploiements initiaux<sup>46</sup>, les KSK se sont également vues reprocher en 2008 un respect trop intégral des règles d'engagement imposées par le gouvernement

<sup>42</sup> Le GSG9 existe également et correspond au GIGN. Créé après la prise d'otage de Munich, il fit ses preuves en octobre 1977 en libérant un avion allemand pris en otage à Mogadiscio. C'est la seule structure de ce type dépendant de la *Bundespolizei* (*Bundesgrenzschutzes* jusqu'au 30 juin 2005), mais des structures similaires dépendent des polices des *Länder*. Il est aujourd'hui très actif dans la lutte contre le terrorisme.

[http://www.bundespolizei.de/cln\\_030/nn\\_484498/DE/Dienststellen/BPOLP\\_West/GSG9/gsg9\\_node.html\\_nnn=true](http://www.bundespolizei.de/cln_030/nn_484498/DE/Dienststellen/BPOLP_West/GSG9/gsg9_node.html_nnn=true)

<sup>43</sup> AFP, « Le KSK, commando spécial d'intervention de l'armée allemande », 4 novembre 2003.

<sup>44</sup> *Bundeswehr*, « Die Geschichte des KSK », 18 octobre 2006, [http://www.bundeswehr.de/portal/a/bwde/kcxml/04\\_Sj9SPykssy0xPLMnMz0vM0Y\\_QjzKLd443MXMHSYGYxgEh-pEwsaCUVH1fj\\_zcVH1v\\_QD9gtylckdHRUUAK2vjUw!!/delta/base64xml/L2dJQSEvUUt3QS80SVVFLzZfQ180Nkc!/?yw\\_contentURL=%2FC1256EF4002AED30%2FW26U7DKJ381INFODE%2Fcontent.jsp](http://www.bundeswehr.de/portal/a/bwde/kcxml/04_Sj9SPykssy0xPLMnMz0vM0Y_QjzKLd443MXMHSYGYxgEh-pEwsaCUVH1fj_zcVH1v_QD9gtylckdHRUUAK2vjUw!!/delta/base64xml/L2dJQSEvUUt3QS80SVVFLzZfQ180Nkc!/?yw_contentURL=%2FC1256EF4002AED30%2FW26U7DKJ381INFODE%2Fcontent.jsp), accédé le 25 août 2008.

<sup>45</sup> John Goetz et Holger Stark, « German Soldiers under fire. New Testimony May Back Kurnaz Torture Claims », *Spiegel Online*, 3 septembre 2007, <http://www.spiegel.de/international/germany/0,1518,503589,00.html>, accédé le 25 août 2008; Holger Stark, « Elite Troops under Investigation. German Soldiers Admit They Guarded US Prison in Afghanistan », *Spiegel Online*, 22 janvier 2007, <http://www.spiegel.de/international/spiegel/0,1518,461369,00.html>, accédé le 25 août 2008.

<sup>46</sup> Lors de leur premier déploiement en Afghanistan, les KSK auraient également fait un usage excessif de boissons alcoolisées, ce qui aurait eu un impact sur leur comportement. *Spiegel Online*, « Beer, Brats and Bad Behavior. German Elite Troops in Afghanistan Marred by Reports of Misconduct », 1 octobre 2007, <http://www.spiegel.de/international/germany/0,1518,508800,00.html>, accédé le 25 août 2008.

allemand : chargées d'arrêter un responsable taliban, elles ont été surprises par des Talibans au cours de l'opération, et leur cible s'est échappée<sup>47</sup>. Alors que des forces américaines auraient plutôt eu recours à la force (la stratégie de l'ISAF consiste à arrêter ou, à défaut, à neutraliser les dirigeants talibans qui refusent de se rallier au gouvernement afghan), les militaires allemands n'étaient autorisés à le faire que pour riposter, et ont dû laisser leur cible s'enfuir sans pouvoir recourir à la force. Pour compenser cet échec, un succès récent des KSK a été médiatisé : elles sont intervenues en soutien des forces de police afghanes pour prendre possession d'un dépôt de munitions illégal<sup>48</sup>. Mais cette réussite ne résout pas la question du rôle dévolu aux KSK : quelle utilité peuvent avoir des forces spéciales dès lors que le recours à la force reste un instrument extrêmement contrôlé, régulé et timidement mis en œuvre ? Ne deviennent-elles pas alors une simple force armée comme les autres, à ceci près qu'elles sont *a priori* moins visibles (et pourraient théoriquement « dissimuler » le recours à la force) ?

La situation des KSK allemandes depuis le début de leur déploiement en Afghanistan symbolise en réalité la position de l'Allemagne aujourd'hui face à des opérations extérieures complexes de plus en plus dangereuses, dans lesquelles une posture essentiellement civile est perpétuellement mise en cause et où non seulement la volonté politique mais aussi les capacités les mieux rodées sont mises à l'épreuve. Dans un tel environnement, les conceptions allemandes évoluent de façon schizophrénique, entre partisans d'une « normalisation » du recours à la force sur le modèle anglais, et partisans d'un retrait, d'un retour à une approche purement civile des interventions. Le modèle « sécurité et développement », compromis entre légitimation du recours à la force et consolidation de la puissance civile, semble soudain extrêmement fragilisé.

---

<sup>47</sup> Susanne Koelbl and Alexander Szandar, « Not Licensed To Kill, German Special Forces in Afghanistan Let Taliban Commander Escape », *Spiegel Online*, 19 mai 2008, <http://www.spiegel.de/international/world/0,1518,554033,00.html>, accédé le 21 août 2008.

<sup>48</sup> *Spiegel Online*, « GEHEIMEINSATZ. KSK findet Waffenlager in Afghanistan », 2 août 2008, <http://www.spiegel.de/politik/ausland/0,1518,569711,00.html>, accédé le 21 août 2008.

# L'épreuve du feu

---

De fait, le changement de nature des opérations extérieures a essentiellement pour effet de renforcer des problèmes structurels préexistants, que ce soit l'inadaptation du modèle de puissance civile à la réalité de la guerre, les difficultés du champ du développement allemand à s'impliquer de façon efficace dans des espaces en guerre, les problèmes rencontrés par les forces allemandes pour se transformer en force de projection depuis les années 90 ou la difficulté du gouvernement à concevoir et mettre en œuvre une stratégie véritablement globale de gestion de crise pour un pays donné.

## ***Une puissance civile inutile ?***

L'image lénifiante d'une puissance civile, neutre et molle, utile dans des opérations de maintien de la paix où la capacité à projeter une image de neutralité se révèle essentielle, devient inadaptée, voire problématique dans des opérations où l'intervenant est confronté à un ennemi décidé à recourir à la violence. Elle devient alors synonyme de faiblesse, d'incapacité à répondre à la violence par la violence, à utiliser une posture de force efficace et dissuasive. Or, les décideurs allemands ne sont pas prêts à abandonner cette image de puissance civile, qui légitime la présence de l'Allemagne à l'étranger. Assumer la réalité et surtout nommer la guerre, revient à accepter un niveau d'engagement non maîtrisé, glissant, difficilement compatible avec le discours initialement proposé à l'électeur allemand : celui d'un engagement juste, répondant aux attentes des populations locales et à leur service, pour garantir la paix. Cependant, l'existence d'insurgés prouvent que la force d'intervention ne répond pas aux attentes de toute la population, qu'une partie de celle-ci rejette cette force puisqu'elle préfère soutenir/rejoindre les insurgés. La paix qu'on entendait défendre devient guerre, par la présence même des forces d'intervention, semble-t-il. La situation, qu'on entendait améliorer, se dégrade. La reconstruction, le développement qu'on entendait promouvoir, sont désormais ciblés par les insurgés et ne progressent que délicatement. Pire, des soldats allemands meurent dans ces opérations qui ne semblent plus répondre à leurs objectifs initiaux. En Afghanistan, 28 soldats allemands sont morts de 2002 à la fin août 2008<sup>49</sup>.

Pourtant, un ensemble de règles limitent au maximum les risques d'exposition des militaires allemands. Ces *caveats* sont fortement critiqués par les autres membres de l'ISAF, qui estiment que ces restrictions

---

<sup>49</sup> *Spiegel Online*, « Personalnot bei der Bundeswehr », 28 août 2008, <http://www.spiegel.de/politik/deutschland/0,1518,574858,00.html>, accédé le 29 août 2008.

diminuent l'efficacité des troupes allemandes. A l'inverse, le gouvernement allemand espère ainsi conserver son engagement en Afghanistan sous une forme qui puisse être acceptée et soutenue dans la durée par son opinion publique. Pour cela, il estime nécessaire de continuer à mettre l'accent sur la dimension civile, respectueuse de l'Etat de droit et de l'engagement initial, et de ne recourir à la force qu'en dernier recours. Franz-Josef Meiers parle à ce sujet d'une « culture de la prudence »<sup>50</sup>.

Cependant, l'accent mis sur ces règles a pour conséquence une médiatisation extrême dès que l'on soupçonne qu'elles n'ont pas été respectées, comme lors de la publication du livre d'un ex-militaire allemand ayant participé au déploiement des forces allemandes en 2002 et estimant avoir été amené à agir hors du cadre d'action posé par le Parlement<sup>51</sup>.

Cet exercice de funambule permet au gouvernement allemand de préserver le compromis bipartisan sur l'intervention en Afghanistan, et ce malgré une opinion publique de plus en plus opposée à l'intervention. 60 000 Allemands auraient ainsi manifesté en mars 2008 lors de la marche de la paix, dont l'une des revendications principales était le retrait des forces allemandes d'Afghanistan<sup>52</sup>. Déjà en septembre 2007, alors que le Parlement allemand discutait de la reconduite du mandat des forces allemandes en Afghanistan, plus de 170 organisations allemandes avaient appelé à manifester contre ce déploiement, et avaient, selon la police, rassemblé 15 000 personnes dans les rues de Berlin<sup>53</sup>. Mi-octobre 2008,

---

<sup>50</sup> « [P]remièrement, la grande coalition reste fidèle à la politique du gouvernement rouge-vert, consistant à éviter les fonctions pouvant mener à des combats terrestres. Deuxièmement, les Allemands voient les forces armées essentiellement comme des travailleurs d'aide au développement armés, qui font un travail utile pour les gens mais n'attaquent pas ou ne sont pas armés. Troisièmement, c'est la prédominance d'un objectif typiquement humanitaire dans une mission qui détermine la contribution allemande à une coalition. Quatrièmement, les mises en garde nationales priment sur la solidarité au sein de l'Alliance, et non l'inverse. En résumé, le gouvernement Merkel reste dans les traces de Schröder, pour qui la politique étrangère devrait « se décider à Berlin ». [...] Aujourd'hui, les deux éléments centraux de la politique étrangère et de sécurité allemande – la coopération multilatérale et la culture de la prudence – ne se complètent et ne se renforcent plus. » Franz-Josef Meiers, « La politique allemande de sécurité et de défense : Equilibrer durablement les attentes extérieures et les contraintes intérieures », *Note du Cerfa*, n°41, février 2007, p. 13 et 15, [http://www.ifri.org/files/Cerfa/Note\\_du\\_cerfa\\_41.pdf](http://www.ifri.org/files/Cerfa/Note_du_cerfa_41.pdf), accédé le 20 novembre 2007.

<sup>51</sup> Ce militaire critique par ailleurs la stratégie allemande de « désescalade » et estime que pour les Afghans, il s'agit là d'un témoignage de faiblesse : pour lui, « avec les cigarettes, les armées constituent le sésame numéro deux pour ouvrir la discussion avec les hommes afghans ». Franziska Reich, Uli Rauss, « Das Leid spottete jeder Beschreibung », *Stern*, 10 janvier 2008, <http://www.stern.de/politik/panorama/Bundeswehrosoldat-Das-Leid-Beschreibung/607427.html>, accédé le 25 août 2008.

<sup>52</sup> *Spiegel Online*, « Ostermärsche. Tausende demonstrieren gegen Afghanistan-Einsatz », 24 mars 2008, <http://www.spiegel.de/politik/deutschland/0,1518,543078,00.html>, accédé le 25 août 2008.

<sup>53</sup> *Evangelischer Pressedienst*, « Bundesweite Demonstration in Berlin gegen Afghanistan-Einsatz. Mehr als 170 Organisationen fordern sofortigen Abzug der Bundeswehr », 11 septembre 2007, [http://www.epd.de/ost/ost\\_index\\_51815.html](http://www.epd.de/ost/ost_index_51815.html), cité par *AG Friedensforschung*

seuls 29 % des Allemands interrogés par un institut de sondage jugeaient positivement les interventions extérieures allemandes, contre 46 % l'année précédente. Bien que les chiffres varient selon les sondages (et l'actualité), il est souvent considéré que la majorité des Allemands sont opposés à la participation de l'Allemagne à l'opération de l'OTAN en Afghanistan<sup>54</sup>.

Cette fragilité de l'opinion constitue une vraie difficulté pour le gouvernement allemand qui, comme dans tout système démocratique, prend le risque de perdre les élections si ses choix de politique extérieure ne sont pas soutenus par la population. Dans la mesure où les deux plus grands partis allemands adhèrent à cette politique, le risque se réduit à un possible renforcement des Verts (qui restent partagés) ou à une radicalisation de l'électorat, et à la mise en place d'une coalition ayant une conception non consensuelle des opérations extérieures allemandes. Pour éviter une telle évolution, les deux principaux partis cherchent à éviter que la question des opérations extérieures ne « pollue » l'agenda électoral, mais ils ne sont à l'abri ni d'un accident ni d'un attentat médiatisant cette question au mauvais moment, comme en Espagne avec les attentats de Madrid.

D'autres pays occidentaux, comme la France (l'embuscade de Surobi en Afghanistan en août 2008, a eu pour conséquence une forte volatilité du soutien de l'opinion à l'intervention de la France dans ce pays) ou les Etats-Unis avec l'Irak, n'échappent pas non plus à cette question de l'opinion publique, cette dernière s'imposant comme l'une des principales vulnérabilités des forces occidentales.

### ***Le développement et la guerre : une confrontation délicate***

Le champ politique n'est pas le seul à trouver délicate la gestion d'opérations extérieures dont le niveau de coercition paraît sans précédent pour une population allemande ayant de plus en plus perdu le souvenir et l'expérience des guerres : les acteurs du développement se révèlent également fragilisés. Entre janvier et fin juillet 2008, 19 civils travaillant

---

*an der Uni Kassel*, « Nicht in unserem Namen », <http://www.uni-kassel.de/fb5/frieden/bewegung/afgh/presse2.html>, accédé le 25 août 2008.

<sup>54</sup> Eckart Lohse, « Afghanistan-Einsatz. Lieber nicht schießen », *FAZ*, 17 novembre 2007, <http://www.faz.net/s/RubDDBDABB9457A437BAA85A49C26FB23A0/Doc~ED8130D017E94BF1BC7E77C962BD8DDD~ATpl~Ecommon~Scontent.html>, accédé le 25 août 2008.

Un autre sondage, également cité par cet article et réalisé par le *Sozialwissenschaftlichen Instituts* (Sowi), un institut de recherche dépendant de la *Bundeswehr*, obtient des chiffres bien plus positifs. Néanmoins, dans la mesure où il demande aux Allemands ce qu'il pense de l'opération des Nations unies en Afghanistan en rajoutant entre parenthèse « ISAF », on peut avoir quelques doutes sur la validité de ce dernier sondage. Un autre sondage, réalisé à la suite de la mort d'un soldat allemand en Afghanistan, a été publié par *Focus Online* : « Immer mehr nennen Afghanistan-Einsatz falsch », 22 mai 2007, [http://www.focus.de/politik/ausland/umfrage\\_aid\\_57018.html](http://www.focus.de/politik/ausland/umfrage_aid_57018.html), accédé le 29 août 2008. Selon une enquête statistique du *German Marshall Fund* de 2005, 77% des mille Allemands interrogés rejettent l'idée que la force militaire puisse constituer la meilleure garantie pour la liberté. Constanze Stelzenmüller, « How the Germans see the World », *Internationale Politik* – Transatlantic Edition, hiver 2005, p. 42.

pour des agences d'aide seraient morts en Afghanistan<sup>55</sup>. Fin juillet 2008, *Agency Coordinating Body For Afghan Relief* – qui représente une centaine d'organisations d'aide internationales et afghanes – notait que les organisations d'aide étaient de plus en plus menacées et attaquées par les insurgés ou des criminels sur le territoire afghan et que nombre d'entre elles réduisaient en conséquence la portée de leur action. La situation était si dégradée que des écoles et des centres de soin se voyaient contraints à fermer leurs portes, tandis que les programmes de reconstruction en cours marquaient le pas<sup>56</sup>. Déjà en novembre 2007, le symbole du développement possible de l'industrie agro-alimentaire afghane, une sucrerie construite grâce à un projet de développement allemand ambitieux, avait été détruit par un attentat<sup>57</sup>.

Alors que leurs projets de développement sont ciblés par les combattants, les acteurs allemands du développement doivent parfois reconnaître que leur savoir-faire actuel est insuffisant dans un espace en guerre, où domine l'urgence, où les règles changent rapidement, où le mot clef devient l'adaptation et la souplesse, et non la qualité. Confrontés à des difficultés pour mettre en œuvre leurs projets selon les critères et procédures allemands, ils se voient reprochés de ne pas être assez à l'écoute de réalités locales changeantes, de manquer de pragmatisme et de refuser une réelle coordination avec les autres acteurs, militaires et diplomates, afin de mettre en œuvre une véritable stratégie. Convaincus de leurs savoir-faire, ils se voient confrontés à une difficile adaptation.

C'est du moins ce qui ressort de la mise en œuvre de la réforme du secteur de sécurité en Afghanistan, à la frontière du développement et de la sécurité. Responsables de la réforme de la police en Afghanistan dès 2002, les coopérants allemands ont valorisé une approche centrée sur la qualité et la durée, privilégiant des actions dans des domaines précis et limités, donc à la mesure des moyens, au détriment des exigences de court terme et d'une approche plus globale. Forcément plus délicate à mettre en œuvre, celle-ci laissait néanmoins envisager un impact plus important à court terme de même qu'une action plus durable. Ils ont ainsi concentré leurs efforts sur la reconstruction de l'Académie de police de Kaboul et la formation approfondie des officiers de police (au détriment des policiers « de base » et des nouvelles recrues) : formation de trois ans pour les officiers (868 formés en décembre 2006) et de neuf mois pour les sous-officiers (2636 formés à la même date). L'approche adoptée, par projet et donc non stratégique, s'est accompagnée d'un processus décisionnel complexe<sup>58</sup>. Faute d'une vision stratégique globale, les Allemands n'ont pas

<sup>55</sup> *Frankfurter Rundschau*, « Zahl ziviler Opfer in Afghanistan steigt », 1 août 2008, [http://www.fr-online.de/in\\_und\\_ausland/politik/aktuell/1376996\\_Zahl-ziviler-Opfer-in-Afghanistan-steigt.html](http://www.fr-online.de/in_und_ausland/politik/aktuell/1376996_Zahl-ziviler-Opfer-in-Afghanistan-steigt.html), accédé le 29 août 2008.

<sup>56</sup> *Ibid.*

<sup>57</sup> *Spiegel Online*, « Viele Tote bei Selbstmordanschlag in Afghanistan », 6 novembre 2007, <http://www.spiegel.de/politik/ausland/0,1518,515702,00.html>, accédé le 29 août 2008.

<sup>58</sup> « The initial phase in order to generate a proposal in the police sector entails a dialogue between the GPPO [German Police Project Office] and Afghan counterparts. The experts in place (usually, international consultants and German law-enforcement officers) come up with an idea, which must be approved by the

su assumer leur rôle de nation *leader*, et se sont concentrés sur la mise en œuvre d'actions limitées, peu adaptées aux réalités afghanes et qui supposaient l'existence d'un Etat de droit stable, alors qu'une force de gendarmerie aurait certainement été plus adaptée. Une telle approche se serait certainement révélée utile dès lors qu'elle se serait inscrite comme pièce d'un projet de réforme plus large, plus intégré, plus cohérent. Mais elle n'a conduit qu'à inciter les Etats-Unis à prendre eux-mêmes en charge la formation des policiers à partir de 2003, selon une approche très différente (formation très rapide, insistant davantage sur la quantité que sur la qualité, plus de 20 000 recrues formées pour octobre 2004), afin que ceux-ci puissent assurer la sécurité lors des élections de 2004. Le décalage entre les ressources américaines et les ressources allemandes engagées a également contribué à affaiblir la position de l'Allemagne. La coopération entre les deux pays s'est cependant améliorée à partir de 2005, mais la réforme de la police afghane reste un échec complet<sup>59</sup>. Une mission européenne a pris le relais de la mission allemande en juin 2007 ; elle reste dirigée par un Allemand<sup>60</sup>.

### **Les forces armées allemandes sous pression**

Les forces armées allemandes souffrent également de leur implication dans des engagements extérieurs trop fréquents et de plus en plus coercitifs. Fin août 2008, un sondage interne du Ministère de la Défense allemand révélait que les candidats au métier de militaire avaient diminué de 60 % par rapport à l'année précédente. L'armée allemande devait faire face à un réel problème de ressources humaines, de nombreux militaires mettant fin prématurément à leur carrière<sup>61</sup>. Ce problème se pose également, au moins en partie, pour toutes les armées professionnelles occidentales, déjà contraintes de réformer leurs méthodes de recrutement pour assurer le renouvellement de leurs soldats : des opérations extérieures de plus en plus dangereuses pourraient limiter encore

---

GPPO in Kabul and agreed to by Afghan authorities. Then, the project proposal is sent to Berlin, where the MOI sets it as a priority. An inter-agency discussion with the Federal Foreign Office follows, after which the Federal Agency for Technical Relief (THW) is asked to draft a project proposal. If the latter is accepted, a direct contract is signed with THW. Only at this point, THW tenders the project in Afghanistan to local companies, which then implement it. » Benjamin Petrini, « Reform of Afghan Police Proves Difficult », *devex*, <http://www.devex.com/articles/reform-of-afghan-police>, accédé le 30 août 2008.

<sup>59</sup> Fin 2008, un général allemand a critiqué publiquement l'échec des efforts allemands en Afghanistan, en insistant notamment sur la faillite de la réforme de la police et de l'aide au développement. Judy Dempsey « German general criticizes nation's efforts in Afghanistan. Cites poor record in training police », *International Herald Tribune*, 1 Décembre 2008, [http://www.boston.com/news/world/europe/articles/2008/12/01/german\\_general\\_criticizes\\_nations\\_efforts\\_in\\_afghanistan?mode=PF](http://www.boston.com/news/world/europe/articles/2008/12/01/german_general_criticizes_nations_efforts_in_afghanistan?mode=PF), accédé le 12 janvier 2008.

<sup>60</sup> Andrew Wilder, « Cops or Robbers? The Struggle to Reform the Afghan National Police », *Afghan Research and Evaluation Unit Issues Paper Series*, July 2007 ; ICG, « Reforming Afghanistan's Police », *Asia Report*, n°138, 30 August 2007; D+C (E+Z), « Sobering assessment of Afghanistan's reconstruction », n° 10, vol. 48, octobre 2007, p. 358, <http://www.inwent.org/ez/articles/058224/index.en.shtml>, accédé le 30 août 2008.

<sup>61</sup> *Spiegel Online*, « Personalnot bei der Bundeswehr », 28 août 2008, <http://www.spiegel.de/politik/deutschland/0,1518,574858,00.html>, accédé le 29 août 2008.

d'avantage leur capacité de recrutement ou réduire le nombre, au sein de ces forces, de militaires prêts à remplir ces missions.

Comme en France, les forces armées allemandes ont subi d'importantes réformes depuis la fin de la guerre froide, qui visaient à mieux préparer l'armée au nouveau défi des opérations extérieures. Cette réforme s'est cependant heurtée à des difficultés financières, organisationnelles et opérationnelles.

### Réforme de la *Bundeswehr*

Le débat sur l'avenir de la *Bundeswehr* et son adaptation au nouvel environnement stratégique mondial, déjà initié en 1990, mais très vif en 2000, fut relancé en décembre 2004 par le *Generalinspekteur* Schneiderhan. Fallait-il conserver la priorité donnée à la défense du territoire ou au contraire transformer intégralement l'appareil militaire pour l'adapter à la gestion des crises ? En 2003, la *Verteidigungspolitische Richtlinie* présentée par le ministère de la Défense tranche en faveur de la projection des forces, et cette ligne est confirmée en 2004. Pour le ministre de la Défense Peter Struck, « *Die Sicherheit Deutschlands wird auch am Hindukusch verteidigt* » (La sécurité de l'Allemagne doit aussi être défendue dans l'Hindou Kouch). Il n'existe plus de menace directe contre l'Allemagne, mais de nombreuses menaces diffuses, externalités négatives résultant des conflits violents hors de la zone géographique de l'OTAN. Ces menaces peuvent nécessiter un recours à la force, impliquant la possession et la mise en œuvre de réelles capacités de projection. Dans la mesure où l'Allemagne ne dispose que d'un budget limité pour son outil de défense, adapter et recentrer les moyens disponibles pour mener à bien la fonction de gestion des crises s'avère nécessaire. Un nouveau modèle organisationnel est donc conçu pour la *Bundeswehr*, qui devrait être mis en œuvre dès 2010 : 35 000 *Eingreifkräfte* ou forces d'intervention mobilisables en quelques jours pour des opérations de haute intensité ; 70 000 *Stabilisierungskräfte* ou forces de stabilisation déployables en quelques semaines pour des opérations de moyenne intensité ; 147 500 *Unterstützungskräfte* ou forces de soutien (logistique, gestion quotidienne, formation et commandement) dont une réserve de 10 000 ; 75 000 civils (contre 100 000 aujourd'hui). Une centaine de sites militaires (sur 600) seront fermés<sup>62</sup>.

Le projet de réforme du ministre Struck prévoyait donc de réduire davantage les effectifs de la *Bundeswehr*, déjà passés de 510 000 en 1990 à 285 000 en 2004 pour atteindre un chiffre proche de 250 000. Cette division par deux des effectifs ainsi que les deux premières réformes auraient déjà dû, en dégagant de nouvelles ressources, permettre d'améliorer les capacités militaires allemandes de gestion des crises. Or, l'Allemagne s'avère incapable de déployer plus de 10 000 hommes : son

---

<sup>62</sup> Burkard Schmitt, *op. cit.*, p. 42 ; Martin Walker, « The New German Army », *The National Interest*, 22 Janvier 2004, [www.inthenationalinterest.com/Articles/Vol3Issue3/Vol3Issue3WalkerPFV.html](http://www.inthenationalinterest.com/Articles/Vol3Issue3/Vol3Issue3WalkerPFV.html) ; Franz-Joseph Meiers, « La transformation de la Bundeswehr », *Note du Cerfa*, n° 13, juin 2004, p. 7.

engagement en ex-Yougoslavie, en Afghanistan et dans la Corne de l'Afrique soumet la *Bundeswehr* à de fortes tensions, alors que les effectifs totaux déployés n'atteignent pas ce seuil fatidique<sup>63</sup>. Enfin, l'Allemagne s'est engagée à contribuer à la NRF (*NATO Response Force*) à hauteur de 15 000 hommes, certes chargés de « missions de préparation et de logistique », mais aussi avec 18 000 hommes pour la PESD avec sept à neuf *Battlegroups* ou Groupements Tactiques Interarmes (GTIA) de 1 500 hommes<sup>64</sup>. En outre le *Livre Blanc* de 2006 énonce comme objectif opérationnel une capacité de déploiement de 14 000 soldats dans le cadre de cinq missions différentes<sup>65</sup>. S'agit-il de vœux pieux ? Qu'est-il advenu des gains financiers supposés découler des réformes ? Ces questions peuvent se révéler d'actualité pour la France : les réformes de l'outil de défense relancées par le *Livre Blanc* français de 2008 s'inscrivent en effet dans un contexte de fortes restrictions budgétaires et pourraient se traduire par une plus grande vulnérabilité de l'instrument de défense français.

### Handicap budgétaire

En réalité, le principal handicap à la réalisation des engagements allemands est d'ordre financier. Le budget de la Défense allemand a continué à décroître, en proportion du PIB, depuis la fin de la guerre froide, se stabilisant à un niveau de 1,3 %, soit 29,45 milliards d'euros prévus pour 2008 (pensions incluses – un peu plus de 4 milliards en 2007)<sup>66</sup>. Ce montant ne permet guère d'investissements conséquents (un quart du budget). Jusqu'ici, les efforts réalisés pour diminuer la masse salariale n'ont pas été réinvestis. Le ministre Struck comptait utiliser les économies dégagées par son projet de réforme pour augmenter la part des investissements jusqu'à 30 %, mais la conjoncture économique et les restrictions budgétaires rendent cette progression assez incertaine.

Comme en France, les tensions budgétaires ont des conséquences importantes en termes de dotations d'équipements. Les projets multinationaux sont remis en cause, l'équipement vieillissant n'est pas suffisamment renouvelé, les nouveaux équipements qui s'avèrent de plus en plus nécessaires ne sont pas achetés. Très critique, Martin Walker, un éditorialiste de l'agence de presse américaine UPI (*United Press International*), souligne, avec véhémence, que « les nouvelles missions requièrent des hélicoptères de combat, des avions d'appui au sol, des transports militaires et des avions de guerre électronique ». Il déplore

<sup>63</sup> Meiers, *op. cit.*, p. 9.

<sup>64</sup> Meiers, *op. cit.*, p. 5.

<sup>65</sup> Franz-Josef Meiers, « La politique allemande de sécurité et de défense : Equilibrer durablement les attentes extérieures et les contraintes intérieures », *Note du Cerfa*, n°41, février 2007, [http://www.ifri.org/files/Cerfa/Note\\_du\\_cerfa\\_41.pdf](http://www.ifri.org/files/Cerfa/Note_du_cerfa_41.pdf), accédé le 20 novembre 2007.

<sup>66</sup> Stéphane Froidure, « L'armée allemande. Contexte et objectif de la politique de sécurité allemande », *Mission militaire auprès l'Ambassade de France en Allemagne*, [http://www.defense.gouv.fr/europe\\_de\\_la\\_defense/archives/l\\_armee\\_allemande](http://www.defense.gouv.fr/europe_de_la_defense/archives/l_armee_allemande), accédé le 26 octobre 2008 ; *Ministère de la Défense allemand*, « Le budget de la défense 2007 », [http://www.bmvg.de/portal/a/bmvg/kcxml/04\\_Sj9SPykssy0xPLMnMz0vM0Y\\_QjzKLd4k38XlBSYGZ7sb6kRCGOVzMzRwqBIQXIFak7-uRn5uq760foF-QGxpR7uioCABrzAYT/delta/base64xml/L3dJdyEvd0ZNQUFzQUMvNEIVRS82X0RfNEdP](http://www.bmvg.de/portal/a/bmvg/kcxml/04_Sj9SPykssy0xPLMnMz0vM0Y_QjzKLd4k38XlBSYGZ7sb6kRCGOVzMzRwqBIQXIFak7-uRn5uq760foF-QGxpR7uioCABrzAYT/delta/base64xml/L3dJdyEvd0ZNQUFzQUMvNEIVRS82X0RfNEdP), accédé le 26 octobre 2008.

l'annulation par l'Allemagne de ses commandes de missiles *Patriot*, de drones de reconnaissance et conclut :

L'institution militaire allemande, autrefois si fière, est un exemple classique de ce système de défense européen si peu impressionnant, qui prétend conserver 2 millions d'hommes en armes, mais qui a rencontré tant de difficulté pour déployer 40 000 d'entre eux dans les Balkans lors de la guerre du Kosovo<sup>67</sup>.

Quelle que soit sa valeur générale, la critique paraît pertinente, puisque l'Allemagne intervient dans des terrains aussi fragiles et sensibles que l'Afghanistan, qui exigent une capacité d'action autrement supérieure à celle d'une opération de paix classique.

Les Etats-Unis n'apprécient guère le manque d'efforts de leur allié allemand pour combler le « trou » capacitaire et permettre l'interopérabilité des forces. La France et le Royaume-Uni, qui aimeraient compenser leurs capacités limitées, grâce à un effort d'investissement de tous les membres de l'UE, excusent difficilement l'Allemagne de témoigner aussi peu d'empressement à réaliser ses engagements dans le cadre du *Prague Capabilities Commitment* et du Plan d'action européen des capacités (ECAP). L'A400M, l'un de ces programmes-clefs pour le développement des capacités de projection européennes, a failli être mis en difficulté par les tergiversations budgétaires allemandes : la commande allemande est ainsi passée de 73 à 60 avions<sup>68</sup>.

### Handicap organisationnel

Non seulement le blocage budgétaire est réel, mais la réforme de la *Bundeswehr* se heurte également à des handicaps institutionnels. Toute réforme d'une institution conduit généralement à des luttes bureaucratiques importantes. C'est logiquement le cas au sein de la *Bundeswehr*. Ces difficultés pourraient ralentir, voire limiter l'efficacité attendue de l'outil militaire.

La *Bundeswehr* évolue actuellement vers une armée à deux vitesses, scindée en deux types d'ensembles dont l'intégration pose problème. La réforme a mis en place une nouvelle *Bundeswehr*, retirant de l'ancienne tous ses éléments organisationnels les plus efficaces et les plus dynamiques. Dotée d'un budget plus conséquent, cette nouvelle *Bundeswehr* se révélerait très adaptée à ses nouvelles missions. Cependant, les reliquats de l'ancienne armée n'ont pas été supprimés, mais simplement réorganisés. Structures bureaucratiques n'ayant plus de fonction opérationnelle, il est possible qu'elles résistent durablement au changement. Par ailleurs, elles obèrent inutilement le budget de la défense

---

<sup>67</sup> Martin Walker, *op. cit.*

<sup>68</sup> Katia Vlachos-Dengler, « Getting there: building strategic mobility into ESDP », *ISS Occasional Papers*, n°38, novembre 2002, p. 27, <http://www.iss-eu.org/occasion/occ38.pdf>, p. 27.

allemand<sup>69</sup>. C'est dans ce cadre que s'inscrivait le projet de réforme du *Generalinspekteur* Schneiderhan : créer une armée véritablement « jointe » et rationaliser les structures de commandement<sup>70</sup>.

L'absence de régiments formés et déployables à tout moment, serait un problème en cours de résolution. Jusqu'ici, chaque mission extérieure aurait nécessité de regrouper des personnels appartenant à des unités différentes. Ainsi une mission qui ne devrait mobiliser que trois unités, une projetée, une en remise en condition, une en préparation opérationnelle, en mobiliserait en réalité une dizaine. Chaque opération extérieure mobilise ainsi, très rapidement, l'ensemble de la *Bundeswehr*. Opérationnelle à partir de 2007, la nouvelle structure devait permettre de générer des unités « prêtes à être envoyées » (y compris dans le cadre des *Battlegroups*). Reste à résoudre le problème du renouvellement des « unités » pour assurer des relèves compatibles avec la volonté allemande de n'envoyer chaque soldat sur le terrain qu'une fois tous les deux ans. La pression pesant sur les « spécialistes », qui sont plus sollicités en temps de guerre qu'en temps de paix (usure des matériels), incite la *Bundeswehr* à en former davantage, notamment des mécaniciens pour générateurs électriques, des logisticiens, des spécialistes des transmissions, etc.<sup>71</sup>. La situation du service de santé (SSA) allemand – comme son équivalent français – est particulièrement délicate. En 2006, par exemple, sur 2 400 médecins des hôpitaux militaires allemands, 700 environ, soit un tiers, ont participé à des opérations extérieures ; le SSA manque de chirurgiens et d'anesthésistes, et compte même des médecins sans expérience de la médecine de guerre, comme cette ORL envoyée comme médecin mobile de secours à Mazar-i-Sharif en 2007<sup>72</sup>.

Par ailleurs, le principal problème organisationnel reste la conscription. Nombre d'analystes estiment qu'elle n'est pas compatible avec une armée de projection. Toutefois, ce dernier vestige, ce dernier garant d'une certaine vision des militaires allemands comme « citoyens en uniformes » s'avère difficile à abandonner, d'autant que l'équivalent civil du service militaire joue un rôle réel dans l'économie sociale de l'Allemagne. Abandonner la conscription risquerait de renforcer les craintes, souvent exprimées, de voir les nouvelles missions de l'armée allemande entraîner une transformation de la culture institutionnelle de l'armée, voire à un retour au militarisme prussien tant honni<sup>73</sup>. Selon le plan de restructuration de

---

<sup>69</sup> Jürgen Groß et Berthold Meyer, « Unter Ächzen un Stöhnen: Die Bundeswehr im Einsatz », in: Ulrich Ratsch, Reinhard Mutz, Bruno Schoch, Corinna Hauswedell et Christoph Weller, *Friedensgutachten*, Lit Verlag, Münster, 2005, p. 215.

<sup>70</sup> Hans-Jürgen Leersch, « Bundeswehr will die Teilstreitkräfte auflösen », *Die Welt*, 16 Décembre 2005, <http://www.welt.de/data/2005/12/16/818441.html>

<sup>71</sup> Entretien, Ministère de la Défense, Paris, 2005.

<sup>72</sup> Marco Seliger, « Dixieklo statt Klappspaten », *Internationale Politik*, mai 2007, p. 41.

<sup>73</sup> Voir à ce sujet Meyer et Groß, *op. cit.*, p. 215-216. Ces auteurs estiment que le concept d'*Innere Führung* disparaît progressivement du corps doctrinal allemand, notamment parce qu'il n'a pas d'équivalent dans les autres armées de l'OTAN. Peut-être commanditée par la crainte que la disparition du soldat en uniforme ne se traduise par une distance accrue entre l'armée et la nation, une étude tente au contraire de prouver que celui-ci reste bien vivant.

Peter Struck, le nombre des militaires du contingent devrait passer de 82 000 à 55 000 en 2010 (soit encore 20 % des forces).

### **Contraintes opérationnelles**

Les armées allemandes se heurtent à des difficultés opérationnelles dès lors qu'elles sont amenées à opérer dans des cadres d'action nouveaux, où elles se voient contraintes de faire preuve d'une grande réversibilité entre mode quasi civil (force de développement et de reconstruction) et mode coercitif (force d'imposition). Comme beaucoup d'autres armées européennes, l'armée allemande n'a plus combattu depuis la Deuxième Guerre mondiale. Ce retour de la guerre se révèle douloureux.

Les doctrines et procédures imposées par Berlin s'avèrent rapidement trop contraignantes et parfois dangereuses pour les soldats. Certes, sur le terrain, un certain pragmatisme et une certaine adaptabilité émergent. Berlin fait en outre preuve d'une capacité de réaction utile pour mettre à la disposition des soldats allemands les matériels, et équipements nécessaires. Pourtant, Marco Seliger, capitaine de réserve ayant servi en Bosnie, au Kosovo et en Afghanistan, critique l'application irrationnelle d'un certain nombre de procédures berlinoises sur les théâtres d'opérations : l'usage du tri des ordures dans les camps allemands en opération extérieure, y compris en Afghanistan ; l'application stricte du code de la route allemand dans ces mêmes camps, allant jusqu'à la mise en place de radars ; ou l'envoi de techniciens pour vérifier que chaque véhicule allemand déployé a bien passé le contrôle technique. Les véhicules sont d'ailleurs régulièrement rapatriés pour vérifier qu'ils répondent aux exigences allemandes de sécurité sans quoi ils sont immobilisés, même si la force déployée manque cruellement de véhicules. C'est d'autant plus problématique qu'en Afghanistan les forces armées allemandes sont confrontées à un véritable problème d'approvisionnement en pièces détachées.

A des fins de protection, les soldats allemands ont ainsi modifié leurs jeeps militaires, les « Wolf ». Elles ne permettaient pas de sortir rapidement du véhicule en cas d'attaque puisqu'elles n'ont que deux portes. Les soldats ont donc remplacé les sièges arrières par deux bancs permettant d'entrer et sortir par le coffre. C'était sans compter sur les fonctionnaires du ministère de la Défense, qui les ont obligés à réinstaller les sièges arrières : cette modification risquait de remettre en cause la garantie des véhicules<sup>74</sup>. L'effort allemand visant à assurer aux soldats des conditions de vie équivalentes ou au moins proches de celles qu'ils auraient en Allemagne a un coût réel pour les opérations extérieures allemandes, ce qui réduit considérablement la « rusticité » des soldats et de leurs matériels. La loi allemande exige par exemple, de façon absurde, qu'ils aient accès à des WC chimiques. Ils ne savent donc pas construire

---

Jörg Keller, « Warrior, Helper, Adventurer, Soldierly Self-Identity in Missions », *Bundeswehr Institute of Social Sciences*, <http://www.internationalmta.org/Documents/2004/2004067P.pdf>

<sup>74</sup> Marco Seliger, *op. cit.*, p. 36-42.

des toilettes de brousse, savoir-faire pourtant utile, ne serait-ce que pour des questions d'hygiène, mais surtout économiques et logistiques<sup>75</sup>.

Adaptées et acceptables dans le cadre d'opérations de maintien de la paix classiques et en temps de paix (dans la mesure où elles permettent de fixer des règles et de contraindre les forces à un environnement et surtout à une discipline sociale identique à celle qui s'impose à eux en Allemagne), de telles procédures ne le sont pas dans le cadre d'opérations de guerre. Ces contraintes réduisent la capacité d'adaptation des militaires allemands, les éloignent des réalités des populations locales, et ont un coût financier (voire humain) provoquant un effet d'éviction sur l'achat de matériels, notamment de transports terrestres et aéroterrestres.

Face à des interventions extérieures de plus en plus délicates, les forces armées allemandes sont soumises à d'importantes difficultés. En dépit d'un budget de la Défense qui demeure fortement contraint, elles doivent se réformer, se doter de nouveaux matériels et transformer une culture de guerre qu'on pourrait presque considérer comme essentiellement « civile » en une culture « à la Janus ». Les obstacles structurels, comme l'héritage bureaucratique des années de paix, ne manquent pas, mais si la volonté politique persiste, ils pourront progressivement être levés.

---

<sup>75</sup> Marco Seliger, *op. cit.*, p. 36-42.



# Conclusion

---

**B**ien que l'Allemagne ait fait d'importants efforts et de nombreux « petits pas » pour s'adapter aux défis des opérations extérieures, comme en témoigne la mise en œuvre de son approche en termes de « sécurité et développement », ces efforts se révèlent largement insuffisants face à un terrain aussi difficile que l'Afghanistan.

Comme ses partenaires occidentaux, l'Allemagne se voit contrainte d'aller encore plus loin dans les réformes, d'autant que sa stratégie des petits pas est « mise en crise ». Le risque est alors grand d'une évolution schizophrénique. D'un côté, les forces armées pourraient se scinder entre partisans de l'approche civile et de la retenue dans le recours à la force, et partisans d'une posture coercitive robuste et dissuasive. D'un autre côté, Berlin continuerait d'hésiter entre le refus de reconnaître la situation de guerre, pour ne pas écorner davantage une légitimité fragile, et le souhait de mettre en œuvre des solutions aux problèmes rencontrés.

Dans ces conditions, seule une volonté politique très forte permettra de concilier approche civile et approche coercitive, développement et sécurité. Pour ce faire, elle devra proposer une vraie vision politico-stratégique, intégrant ces deux volets indispensables de l'action et imposant aux différents protagonistes allemands une démarche commune. L'Allemagne a certes élaboré au niveau interministériel une stratégie « globale » de gestion des crises, mais celle-ci, à la différence d'une vision stratégique, semble être avant tout un rappel des différentes actions et programmes mis en place par les ministères allemands dans le cadre de la gestion des crises. Elle n'est donc qu'artificiellement « stratégique » puisqu'elle ne correspond pas à un discours politique sur les objectifs se déclinant ensuite en moyens, mais paraît à l'inverse n'être qu'une liste de moyens réarticulés au sein d'un discours un peu construit.

Le discours « sécurité et développement », revigoré, offre des pistes pour la redéfinition de cette vision stratégique. Il peut contribuer à légitimer des opérations extérieures comme l'Afghanistan, puisque la promesse de la reconstruction et du développement implique un engagement constant pour assurer la sécurité des populations. Une situation d'insurrection peut requérir le recours à la force. Ce discours permet également d'améliorer la coopération entre acteurs du développement et militaires, en la justifiant. Cela n'est cependant pas suffisant: des solutions opérationnelles doivent ensuite être mises en œuvre pour en concrétiser les implications sur le terrain.

Coincée entre l'héritage de sa culture de puissance civile et le caractère inévitable du recours à la force dans les combats afghans, l'Allemagne pourrait donc utilement remobiliser le discours « sécurité et développement » en lui redonnant du sens, en le précisant, afin d'éviter un retournement au profit de l'un ou l'autre des deux concepts. Ce faisant, elle pourrait redéfinir sa posture stratégique en assumant à la fois son héritage civil et sa nécessaire puissance militaire.

De par sa culture militaire « civile », son opinion publique très pacifiste, et la division nette entre acteurs du développement et militaires, l'Allemagne peut paraître un pays trop spécifique, pour qu'en soient tirées des leçons applicables à ses alliés britanniques, français ou plus encore, américains. La position allemande semble certes caricaturale, du fait de son incapacité à accepter le recours à la coercition comme un instrument légitime et nécessaire dans toute opération extérieure. Malgré cela, certains dilemmes auxquels l'Allemagne est confrontée sont également ceux de ses partenaires européens (France, Royaume-Uni, Espagne, Italie). Comment renforcer les capacités des appareils de défense à gérer des interventions extérieures de plus en plus coercitives, malgré des contraintes budgétaires accrues (qui réduisent notamment les dotations en matériel) ? Comment les consolider malgré un déficit de volonté politique (quelques morts suffisent aujourd'hui à ébranler le soutien de l'opinion publique pour une opération extérieure et, par ricochet, la détermination des responsables politiques) et une société post-moderne (qui ne sait plus ce que c'est que la guerre) ? Le processus de réforme continu de ces appareils depuis vingt ans ne contribue-t-il pas à affaiblir ces appareils de défense ?

Le cas allemand prouve que la réforme, bien que possible, ne peut conduire qu'à des résultats incertains, tant que quatre exigences restent insatisfaites : une volonté politique forte au profit d'une vision stratégique claire ; des enjeux stratégiques de défense et de sécurité ayant la priorité sur les enjeux socio-économiques de l'appareil de défense ; une vision plus juste des interventions extérieures comme des opérations délicates, risquées, pouvant conduire à une guerre ; et une plus grande prudence dans leur mise en œuvre initiale.

Au niveau opérationnel, certaines difficultés actuellement rencontrées par les Allemands se retrouvent chez leurs alliés. Ainsi, les contraintes juridiques ou procéduraires s'imposant aux armées allemandes existent également, sous des formes certes moins exacerbées, en France. Si les troupes françaises savent faire preuve de « rusticité », leur marge de manœuvre est restreinte par tout un ensemble de codes et de règles de droit, du droit de la guerre aux exigences de respect de l'environnement du pays d'accueil, voire des droits du soldat français, qui peuvent les désavantager face à un ennemi cherchant systématiquement à les entraîner sur des terrains « hors limites ». Quel équilibre trouver entre besoin de flexibilité, de souplesse, d'adaptabilité, et refus des situations d'exceptions, qui déshumanisent non seulement l'ennemi, mais aussi la force d'intervention ?

La France et le Royaume-Uni doivent par ailleurs faire face à un problème, qui en sens inverse fait écho à la situation allemande : comment équilibrer missions civiles et missions de force confiées aux armées ? Reconnaissant l'importance du développement et de la reconstruction pour assurer la réussite de leur mission, et face à une insuffisante implication des acteurs civils, les pays occidentaux se sont vus contraints de renforcer les capacités civiles de leurs forces. Ils remobilisent pour cela leurs héritages coloniaux mais le font au risque de réduire la capacité de leurs troupes à gérer à l'avenir des affrontements de grande intensité. Du côté français, si l'on se targue d'être capable de faire la guerre, ce que les Allemands seraient aujourd'hui devenus incapables de faire, l'on reconnaît également que l'Afghanistan met l'armée française à l'épreuve et la confronte à ses propres limites capacitaires et opérationnelles. Quant aux ressources du développement pour reconstruire dans la guerre, le fait que même les Allemands, qui ont pourtant tant investi sur ce front, se révèlent en difficulté, prouve qu'il ne suffit pas de décréter le développement pour le mettre en œuvre, particulièrement dans une société sans Etat de droit, où l'économie de guerre reste dominante, et où règne la corruption, puisqu'il n'existe ni policiers ni juges capables d'y mettre un terme. Ni le front du développement, ni le « front coercitif » ne semblent ainsi véritablement maîtrisés, et les opérations extérieures contraignent tous les pays à améliorer leurs appareils de défense, à revoir leurs stratégies d'intervention et à réapprendre les dures leçons de la guerre.

Enfin, comme en Allemagne, les opérations extérieures correspondent pour les pays occidentaux à des enjeux limités, et leurs élites politiques pourraient à l'avenir se révéler de moins en moins disposées à prendre des risques humains et politiques jugés disproportionnés au regard de l'enjeu. Entraînés par la pression médiatique entretenue par toute une série d'acteurs, y compris humanitaires, les gouvernements occidentaux pourraient alors continuer de mener des interventions malhabiles sans autre stratégie que de prouver « qu'ils font quelque chose ». Ils le feraient sans prendre conscience du clivage grandissant entre le soutien superficiel de leur opinion et la réalité de plus en plus difficile de ces opérations pour des appareils de défense incapables de répondre à l'ensemble du spectre de leurs missions, et épuisés par les incessantes réformes tentant de les y préparer.



# Bibliographie

---

## Documents officiels et littérature grise

AGGIOURI Khalil, *La sécurité comme stratégie de développement : la coopération allemande et la prévention des conflits. Analyse d'un modèle en mutation et recommandations*, Agence Française de Développement (note interne), STR/PRS/CMO, 2006.

Auswärtiges Amt, « Expansion of German involvement in Afghanistan (Kunduz, Feyzabad and Mazar-e-Sharif) ».

Auswärtiges Amt, « Reconstruction and development - Germany's commitment in Afghanistan », 4 septembre 2007.

Auswärtiges Amt, « The civil-military approach – the prerequisite for effective reconstruction », 11 octobre 2007.

BMVg, « Friedensmission im Sudan – Bundestag verlängert Einsatz der Bundeswehr », 16 décembre 2005.

Bundesregierung, « Germany extends its support of AU peacekeeping mission in Sudan », 29 novembre 2005.

Bundeswehr, « Unterstützung für Afrikanische Union », 10 octobre 2005.

Bundeswehr, « Feyzabad : Bundeswehr-Patrouille angegriffen », 19 août 2008.

Bundeswehr, « Standard eines deutschen Krankenhauses in Afghanistan », 7 décembre 2007.

Bundeswehr, « Die Geschichte des KSK », 18 octobre 2006.

Sanitätsdienst, « Airbus A 310 Medevac, Technischen Daten ».

Deutscher Bundestag, « Antrag des Bundesregierung. Fortsetzung des Einsatzes bewaffneter deutscher Streitkräfte zur Unterstützung der Überwachungsmission AMIS... », 15/5423, 4 mai 2005

DGCID, « L'aide publique au développement de l'Allemagne entre ambitions et réalité », *les Notes du jeudi*, n° 49, 19 janvier 2006.

Federal Ministry for Economic Cooperation and Development, « Assessing the Impact of Development Cooperation in North East Afghanistan », *Evaluation Reports*, n° 28, p. 6 et 7.

Federal Ministry for Economic Cooperation and Development, « Security Sector Reform – Vital for Peace and Development ».

GTZ, « Results », <http://www.gtz.de/en/themen/uebergreifende-themen/krisenpraevention/8204.htm>, accédé le 25 août 2008.

Ministère de la Défense allemand, « Le budget de la défense 2007 ».

OTAN, « Casualty Evacuation Chain In Place. Operational Exercise by German KFOR Medical Task Force », 14 mars 2008.

Senate Foreign Relations Committee, « Statement of General James L. Jones, USMC, Commander United States European Command, before the Senate Foreign Relations Committee on 28 September 2005 », 2005.

ZIF, « Aktuelle Friedens-, Krisenpräventions- und Peacebuildingeinsätze weltweit und deutsche Beteiligung », mai 2005.

ZIF, « International and German Personnel in EU, UN, OSCE, NATO and Other Field Missions », juin 2008.

ZIF, « Nachricht », [http://www.zif-berlin.org/de/Analyse und Lessons Learned/Nachrichten vom ZIF/ZIF-Trainingskurs Security in the Field 27.6.2008/Nachricht.html](http://www.zif-berlin.org/de/Analyse_und_Lessons_Learned/Nachrichten_vom_ZIF/ZIF-Trainingskurs_Security_in_the_Field_27.6.2008/Nachricht.html) accédé le 21 août 2008.

## Monographies

ALECU DE FLERS Nicole, « Germany », *CFSP Watch 2004*, FORNET, 2004.

ANDERSON Mary B., *Do No Harm: How Aid Can Support Peace - or War*, Lynne Rienner Publishers, 1999.

DEBIEL Tobias, KLINGEBIEL Stephan, MEHLER Andreas et SCHNECKENER Ulrich, *Zwischen Ignorieren und Intervenieren. Strategien und Dilemmata externer Akteure in fragilen Staaten*, SEF Policy Paper, n° 23, Stiftung Entwicklung und Frieden, Bonn, 2005.

EID Uschi et ASCHE Helmut, *Deutsche Interessen und Pflichten in Afrika. Thesen zu einer erweiterten Friedens- und Sicherheitspolitik der Bundesrepublik Deutschland in Afrika*, 2003.

EHRHART Hans-Georg et FRANKE Volker, « Sicherheit + Entwicklung = Frieden? Zur Rolle der Entwicklungspolitik in des zivilen ESVP », *BICC Konzeptpapier*, mars 2007.

FERDOWSI Mir A., *Afrika – ein verlorener Kontinent?*, München, 2004

G8 Research Group, *2004 Sea Island Interim Compliance results*, G8 Information Center, 28 février 2005.

G8 Research Group, *2004 Sea Island Compliance results. Final report*, G8 Information Center, 1<sup>er</sup> juillet 2005.

GAUSTER Markus, « Provincial Reconstruction Teams in Afghanistan », George C. Marshall European Center for Security Studies, *Occasional Paper Series*, n° 16, janvier 2008.

GERVI Giovanni, LYNCH Dov et MISSIROLI Antonio, *ESDP Operations*, Institute for Security Studies.

RATSCH Ulrich, MUTZ Reinhard, SCHOCH Bruno, HAUSWEDELL Corinna et WELLER Christoph, *Friedensgutachten*, Lit Verlag, Münster, 2005.

HARMER Adele et MACRAE Joanna, « Beyond the continuum. The changing role of aid policy in protracted crises », *HPG Research Report*, ODI, n° 18, 2004.

The Henri L. Stimson Center, « Funding for Post-conflict operations: NATO and the EU », *Peace Operations Factsheet series*, mars 2004.

HEUMANN Hans-Dieter, « La logique de la politique étrangère allemande », *Note du Cerfa*, n° 18(b), décembre 2004.

HERRLY Peter F., « The Impact of Peacekeeping and Stability Operations on the Armed Forces », *Heritage Lecture*, n° 915, 2 décembre 2005.

ICG, « Reforming Afghanistan's Police », *Asia Report*, n° 138, 30 août 2007.

KELLER Jörg, *Warrior, Helper, Adventurer, Soldierly Self-Identity in Missions*, Bundeswehr Institute of Social Sciences, 2004.

KLINGEBIEL Stephan, *Impact of Development Cooperation in Conflict situations: German Experience in Six Countries*, Inwent, 2002.

KLINGEBIEL Stephan et ROEHDER Katja, « Development-Military Interfaces. New Challenges in Crises and Post-conflict Situations », *German and Development Institute Reports and Working Papers*, n°5, 2004.

Konrad Adenauer Stiftung, « Sicherheit und Entwicklung. Thesenpapier. Zur Kooperation zwischen Sicherheitspolitik und Entwicklungszusammenarbeit », 2008.

LEBOEUF Aline et MEHLER Andreas, « La relation franco-allemande dans le domaine du maintien de la paix en Afrique », Ifri, *Rapport final*, mars 2006.

LONGHURST Kerry, *Germany and the use of force*, Manchester U.P., Manchester, 2004.

MAIR Stefan (ed.), « Auslandseinsätze der Bundeswehr », *SWP Studie*, septembre 2007.

MAKKI Sami, « Militarisation de l'humanitaire, privatisation du militaire », *Cahiers d'études Stratégiques*, n°36-37, Le Débat Stratégique américain 2003-2004, Paris, CIRPES, juin 2004.

MARET Jean-Luc, « Les actions civilo-militaires allemandes : entre inhibition et humanitarisme », *Notes de la FRS*, 12 février 2007.

MAULL Hans W., « La politique étrangère de l'Allemagne et le nouvel ordre international : un paradis perdu ? », *Note du Cerfa*, n° 18(b), décembre 2004.

MEHLER Andreas, « Major flaws in conflict prevention policies towards Africa. The conceptual deficits of international actors' approaches and how to overcome them », *WORKING PAPERS Global and Area Studies*, n° 4, German Overseas Institute, Hamburg, 2005.

MEIERS Franz-Joseph, « La transformation de la *Bundeswehr* », *Note du Cerfa*, n° 13, juin 2004.

MEIERS Franz-Josef, « La politique allemande de sécurité et de défense : Equilibrer durablement les attentes extérieures et les contraintes intérieures », *Note du Cerfa*, n° 41, février 2007,

NYHEIM David, « Can Violence, War and State Collapse be Prevented? The Future of Operational Conflict Early Warning and Response Systems », The DAC Network on Conflict, Peace and Development Co-Operation & The DAC Fragile States Group Joint Session, Joint Room document, n° 1, p. 27, 18 mai 2008.

SILLER Peter, « Le nouveau discours sur la justice internationale en Allemagne », *Notes du Cerfa*, n° 29, décembre 2005.

VERON Jean-Bernard, « L'aide au développement face à la guerre », *Focus Stratégique*, n°7, mai 2008.

VLACHOS-DENGLER Katia, « Getting there: building strategic mobility into ESDP », *ISS Occasional Papers*, n° 38, novembre 2002, p. 27.

VON KAP-HER Alexandre et MOREAU Jennifer, « Les aides publiques au développement en France et en Allemagne: perspectives comparées », *Visions franco-allemandes*, n° 13, Ifri, septembre 2008.

WAGNER Jürgen, « Mit Sicherheit keine Entwicklung! Die Militarisierung der Entwicklungszusammenarbeit », *Studie im Auftrag der Bundestagsfraktion DIE LINKE*, août 2007.

WHELLER Victoria et HARMER Adele (ed.), « Resetting the rules of engagement. Trends and issues in military-humanitarian relations », *HPG Research Report*, ODI, mars 2006.

WILDER Andrew, « Cops or Robbers ? The Struggle to Reform the Afghan National Police », Afghanistan Research and Evaluation Unit, juillet 2007.

WULF Herbert (BICC) et HOFFMANN Bernd (GTZ), « Security-Sector Reform in Developing Countries, An Analysis of the International Debate and Potentials for Implementing Reforms with Recommendations for Technical Cooperation », octobre 2000.

SAYED YAQUB Ibrahimi, « Aid squeeze in Kunduz after security scare », Institute for War and Peace Reporting, ARR, n° 258, 29 juin 2007.

FROIDURE Stéphane, « L'armée allemande. Contexte et objectif de la politique de sécurité allemande », Mission militaire auprès l'Ambassade de France en Allemagne.

### Articles de revues

ASHOFF Guido, « Für eine Verbesserung der Kohärenz zwischen Entwicklungspolitik und anderen Politiken », *Entwicklung und Zusammenarbeit (E+Z)*, vol. 43, n° 6, pp. 172-176, 2002.

BLUM, Alexandre, « Afghanistan, the Mediterranean and Congo », *D+C*, n° 3, vol. 49, mars 2008.

BUDDE, Hans-Otto, « Einsatz verpflichtet », *Internationale Politik*, vol. 62, n°5, mai 2007, pp. 28-35.

« Sobering assessment of Afghanistan's reconstruction », *D+C (E+Z)*, n° 10, vol. 48, octobre 2007, pp. 358.

DALGAARD-NIELSEN Anja, « The Test of Strategic Culture: Germany, Pacifism and Pre-emptive Strikes », *Security Dialogue*, vol. 36, n° 3, septembre 2005, pp. 339-359.

ENGEL Ulf, « Deutschland, Afrika und die Entstehung gemeinsamer Interessen », *Aus Politik und Zeitgeschichte (Das Parlament)*, n° 4, 24 janvier 2005, pp. 11-17.

*Entwicklung und Zusammenarbeit (E+Z)*, vol. 43, n° 1, 2002.

GANNIS Harald, « Herausforderung an die Politik. Das Auswärtige Amt und die Afrika-Wissenschaft », *Entwicklung und Zusammenarbeit*, vol. 42, n° 3, 2001, pp. 78-80.

HELLMANN Gunther, BAUMANN Rainer *et al.*, « De-Europeanization by default? Germany's EU Policy in Defense and Asylum », *Foreign Policy Analysis*, n° 1, 2005, pp. 143-164.

HILLEBRAND Ernst et OPTENHÖGEL Uwe, « Mediatoren in einer entgrenzten Welt. Zur außenpolitischen Rolle der politischen Stiftungen », *Internationale Politik und Gesellschaft*, n° 2, 2001, pp. 165-172.

HOFFMANN Ralf, « Le service de santé allemand », *Actu Santé*, n° 106, juillet-août 2008, p. 12.

HOFMEIER Rolf, « Auf der Suche nach einer deutschen Afrikapolitik. Kernelemente einer erforderlichen Neuorientierung », *Entwicklung und Zusammenarbeit (E+Z)*, vol. 42, n° 3, 2001, pp. 81-84.

HUSSON Edouard, « La France, l'Allemagne et l'Europe européenne' », *Géopolitique*, n° 91, juillet 2005, pp. 63-66.

KARP Regina, « The New German Foreign Policy Consensus », *The Washington Quarterly*, vol. 29, n° 1, hiver 2005-06, pp. 69-74.

KEAN Rory, « Does internal paralysis threaten external action », *isis, European Security Review*, n° 26, juin 2005.

KLAUSE Hans-Ulrich, « Geteilte Verantwortung », *Internationale Politik*, vol. 62, n° 5, mai 2007, pp. 22-27.

KLINGEBIEL Stephan, « Africa's new peace and security architecture. Converging the roles of external actors and African interests », *African Security Review*, vol. 14, n° 2, 2005, pp. 35-44.

KLINGEBIEL Stephan et ROEDHER Katja, « Subordination or cooperation? New interfaces between development and security policy (with references to examples from Germany) », *Peace, Conflict & Development*, n° 6, janvier 2006.

KRAUSE Joachim, « Searching for a Grand Strategy », *International Politik – (Transatlantic Edition)*, Hiver 2005, pp. 46-51.

KRAUSE Keit et JÜTERSONKE Oliver, « Peace, Security and Development », *Security Dialogue*, vol. 36, n° 4, décembre 2005, pp. 448-446.

LEBOEUF Aline, « Sécurité et développement : acteurs et consensus », *Afrique Contemporaine*, n° 218, 2006/2, pp. 69-83.

LEPEL Baron Oskar Matthias von, « Les opérations extérieures de la *Bundeswehr* à la lumière du droit international et du droit constitutionnel », *Doctrine*, n° 4, septembre 2004, pp. 24-27.

MEHLER Andreas, « Krisenprävention als neues Paradigma deutscher Afrikapolitik », *Journal für Entwicklungspolitik*, vol. 16, n° 2, 2000, pp. 175-187.

MELEDO Caroline, « Le processus de normalisation de la politique étrangère de l'Allemagne unifiée. L'exemple de l'intervention militaire au Liban », *Allemagne d'Aujourd'hui*, n°181, juillet-septembre 2007, pp. 41-53.

MOLT Peter., « Eléments de la politique africaine de l'Allemagne », *Politique Africaine*, n° 60, décembre 1995.

MONTGRENIER Jean-Sylvestre, « La refondation de la *Bundeswehr*, affirmation nationale et 'culture de la retenue' », *Herodote*, n° 116, 2005.

MÜTZELBURG Bernd, « Germany's role in the World », *Internationale Politik* – (Transatlantic Edition), Hiver 2005, pp. 36-41.

PAUWELS Nathalie, « EUPOL 'Kinshasa': testing EU co-ordination, coherence and commitment to Africa », *European Security Review*, n° 25, mars 2005.

PELTZER Roger, « Quelle politique allemande pour l'Afrique ? », *Marchés tropicaux et méditerranéens*, vol. 59, n° 3977, 2004, pp. 2395-2396.

PERTHES Volker, « Wie ? Wann ? Wo ? Wie oft ? », *Internationale Politik* vol. 62, n° 5, mai 2007, pp. 16-21.

PETRINI Benjamin, « Reform of Afghan Police Proves Difficult », *deveX*, 28 août 2008.

SCHMITT Burkard, « La politique de sécurité de l'Allemagne », *Géopolitique*, n° 91, 2005, p. 42.

SELIGER Marco, « Dixieklo statt Klappspaten », *Internationale Politik*, vol. 62, n° 5, mai 2007, pp. 36-42.

STABREIT Immo, « Allemagne : Le grand doute », *Géopolitique*, n° 91, 2005, p. 32.

STARK Hans, « Quel bilan pour la politique étrangère et de sécurité de l'Allemagne de Schröder ? », *Géopolitique*, n° 91, 2005, p. 72.

STELZENMÜLLER Constanze, « How the Germans see the World », *Internationale Politik* – (Transatlantic Edition), hiver 2005, p. 42.

TYMEN Ronan, « Les services de santé des armées européens », *Actu Santé*, n°106, juillet-août 2008, p. 10.

VEIT Winfried, « Politique extérieure de la coalition rouge-vert : Entre Realpolitik et responsabilité historique », *Géopolitique*, n° 91, 2005, p. 23

WALTHER Horst Lt-Col. (I. G.), « Le concept allemande des Provincial Reconstruction Teams (PRT), Principes d'emploi et expériences de l'armée de terre en matière de stabilisation de la paix », *Doctrine*, n° 13, septembre 2007.

WIECZOREK-ZEUL Heidemarie, « Die afrikanische Herausforderung. Eckpunkte einer strategischen Afrikapolitik », *Entwicklung und Zusammenarbeit*, vol. 42, n° 5, 2001, pp. 158-164.

WIECZOREK-ZEUL Heidemarie, « Europäische Entwicklungspolitik nicht zu einem Anhängsel degradieren », Interview, *Entwicklung und Zusammenarbeit*, vol. 43, n° 8-9, 2002, p. 233.

### Articles de presse

AFP, « Force militaire européenne en RDC: l'ONU espère une réponse rapide de l'UE », 27 janvier 2006,

AFP, « Le KSK, commando spécial d'intervention de l'armée allemande », 4 novembre 2003.

Afropresse, l'Afrique à travers la presse allemande, : « Sommet de l'Union Africaine – Envoi de soldats européens en RDC ? », *DW-WORLD*, 27 janvier 2006.

Afropresse, l'Afrique à travers la presse allemande, « RDC – Soudan », *DW-WORLD*, 17 février 2006.

AG *Friedensforschung an der Uni Kassel*, « Nicht in unserem Namen », 12 septembre 2007.

American Forces Press Service, « Nations Unite to Fight Terrorism », 28 février 2002.

BESTE Ralf et SZANDAR Alexander, « Globaler Militärdienstleister », *Der Spiegel*, 19 Janvier 2004.

BESTE Ralf, VON HAMMERSTEIN Konstantin et SZANDAR Alexander, « Shrinking solidarity in Afghanistan? Debate Flares Anew about German Military Mission », *Spiegel Online*, 28 mai 2007.

BITTNER Jochen, « Ernstfall Speikobras », *Die Zeit*, 29 septembre 2005.

DEMPSEY Judy « German general criticizes nation's efforts in Afghanistan. Cites poor record in training police », *International Herald Tribune*, 1 décembre 2008,

*Die Welt*, « Struck will mehr Soldaten bei UN-Friedensmissionen einsetzen », 9 août 2005.

*Focus Online* : « Immer mehr nennen Afghanistan-Einsatz falsch », 22 mai 2007.

*Frankfurter Allgemeine Zeitung*, « Union fordert Vorratsbeschuß für Afghanistan-Mandat », 10 août 2005.

*Frankfurter Rundschau*, « Zahl ziviler Opfer in Afghanistan steigt », 1 août 2008.

GEBAUER Matthias, « Gewalt in Nordafghanistan. Schüsse auf deutsche Entwicklungshelfer », 8 août 2008.

GEBAUER Matthias, « Is Northern Afghanistan becoming a powderkeg? Violence in Bundeswehr Deployment Area Increases Dramatically », *Spiegel Online*, 12 avril 2008.

GEBAUER, MATTHIAS, « Steinmeier goes to Afghanistan. Surprise Four-Day Visit by German Foreign Minister », *Spiegel Online*, 25 juillet 2008.

GEBAUER, Matthias et NAJAFIZADA Shoib, « Afghanistan. Selbstmordattentäter attackiert Bundeswehrkonvoi », *Spiegel Online*, 6 août 2008.

GEBAUER Matthias et STARK Holger, « Interview with an Afghan kidnapper », *Spiegel Online*, 5 mai 2008.

GOETZ John et STARK Holger, « German Soldiers under fire. New Testimony May Back Kurnaz Torture Claims », *Spiegel Online*, 3 septembre 2007.

GÜßGEN Florian, « Was ist lost im Kongo, Herr Fischer? », *Stern*, 6 février 2006.

KOELBL Susanne et SZANDAR Alexander, « Not licensed to kill. German Special Forces in Afghanistan Let Taliban Commander Escape », *Spiegel Online*, 19 mai 2008.

*Le Monde*, « L'UE peine à mettre sur pied une opération militaire au Congo », 18 février 2006.

*Le Potentiel* (Kinshasa), « L'UE envisage un soutien aux forces de l'ONU en RDC », 27 janvier 2006.

LEERSCH Hans-Jürgen, « Bundeswehr will die Teilstreitkräfte auflösen », *Die Welt*, 16 Décembre 2005.

LEERSCH Hans-Jürgen, « Deutschland schickt soldaten in den Kongo », *Die Welt*, 10 février 2006.

LOHSE Eckart, « Afghanistan-Einsatz. Lieber nicht schießen », *FAZ*, 17 novembre 2007.

MOURADIAN Anne-Marie, « Des soldats européens pour appuyer la MONUC », *RFI*, 18 février 2006.

MOURADIAN Anne-Marie, « L'Union européenne envisage l'envoi d'une force en République démocratique du Congo », *RFI*, 28 janvier 2006.

Netzeitung.de, « CDU-Experte rechnet mit Bundeswehr im Kongo », 9 février 2006.

REICH, Franziska et RAUSS Uli, « Das Leid spottete jeder Beschreibung », *Stern*, 10 janvier 2008.

*Relief Web*, Government of Germany, « German PRT Kunduz launches new Provincial Advisory Team in Takhar Province in the north of Afghanistan », 23 février 2008.

RIDDERBUSCH Katja « Die EU will schlagkräftige Kampfverbände aufstellen », *Die Welt*, 18 septembre 2004.

*Siegel Online*, « Unsportliche Bundeswehr. Minister Jung soll dicke Soldaten fit trimmen », 4 mars 2008.

*Spiegel Online*, « A new Kurnaz case? German Held in US Custody in Kabul », 19 avril 2008.

*Spiegel Online*, « Afghanistan Mission. German Politicians Say AWACS Request Could Overburden Troops », 11 juillet 2008.

*Spiegel Online*, « An extra 1,000 soldiers. Germany Plans to Raise Troop Level for Afghanistan », 24 juin 2008.

*Spiegel Online*, « Attacke auf Patrouille. Bundeswehr tötet erstmals einen Menschen in Afghanistan », 20 août 2008.

*Spiegel Online*, « Beer, Brats and Bad Behavior. German Elite Troops in Afghanistan Marred by Reports of Misconduct », 1 octobre 2007.

*Spiegel Online*, « Geheimeinsatz. KSK findet Waffenlager in Afghanistan », 2 août 2008.

*Spiegel Online*, « Interview with a Taliban Commander. 'What's Important Is to Kill the Germans' », 21 mai 2008.

*Spiegel Online*, « Ostermärsche. Tausende demonstrieren gegen Afghanistan-Einsatz », 24 mars 2008.

*Spiegel Online*, « Personalnot bei der Bundeswehr », 28 août 2008.

*Spiegel Online*, « Successes and Deficits' in Afghanistan. Interview with German Foreign Minister Frank-Walter Steinmeier », 9 juillet 2007.

*Spiegel Online*, « Viele Tote bei Selbstmordanschlag in Afghanistan », 6 novembre 2007.

STARK Holger, « Elite Troops under Investigation. German Soldiers Admit They Guarded US Prison in Afghanistan », *Spiegel Online*, 22 janvier 2007.

VON DER BRELIE, Klaus, « Bundeswehr in den Kongo », *Hannoversche Allgemeine*, 2006.

WALKER, Martin, « The New German Army », *The National Interest*, 22 janvier 2004.

*Welt Online*, « Bundeswehr-Einsatz fordert erstes Opfer », 20 août 2008.

WIECZOREK-ZEUL Heidemarie, « Afrika braucht seine jungen Leute », *Frankfurter Rundschau*, 19 novembre 2005.

XUÂN MÜLLER, Christine, « Deutschland macht sich unglaublich », *Spiegel Online*, 30 janvier 2006.



# Informations aux lecteurs

---

Si vous êtes intéressé(e) par d'autres publications de la collection, veuillez consulter la section « Focus stratégique » sur le site Internet de l'Ifri :

<http://www.ifri.org>

Les derniers numéros publiés de la collection « Focus stratégique » sont :

- Mathieu Guidère, *La tentation internationale d'Al-Qaeda au Maghreb*, Focus stratégique, n° 12, décembre 2008

[http://www.ifri.org/files/Securite\\_defense/Focus\\_strategique\\_12\\_Guidere.pdf](http://www.ifri.org/files/Securite_defense/Focus_strategique_12_Guidere.pdf)

- John Gordon, *Transforming for What? Challenges Facing Western Militaries Today*, Focus stratégique, n° 11, novembre 2008

[http://www.ifri.org/files/Securite\\_defense/Focus\\_strategique\\_11\\_Gordon.pdf](http://www.ifri.org/files/Securite_defense/Focus_strategique_11_Gordon.pdf)

- Corentin Brustlein, *La surprise stratégique : de la notion aux implications*, Focus stratégique, n° 10, octobre 2008

[http://www.ifri.org/files/Securite\\_defense/Focus\\_Brustlein\\_Surprise\\_Strategique.pdf](http://www.ifri.org/files/Securite_defense/Focus_Brustlein_Surprise_Strategique.pdf)

- Sébastien Melmot, *Candide au Congo : l'échec annoncé de la réforme du secteur de sécurité (RSS)*, n° 9, septembre 2008

[http://www.ifri.org/files/Securite\\_defense/Focus\\_Candide\\_Congo.pdf](http://www.ifri.org/files/Securite_defense/Focus_Candide_Congo.pdf)

- Philippe Coquet, *La notion de partage capacitaire en question*, Focus stratégique n° 8, juin 2008

[http://www.ifri.org/files/Securite\\_defense/Focus\\_strategique\\_8\\_Coquet\\_partage\\_capacitaire.pdf](http://www.ifri.org/files/Securite_defense/Focus_strategique_8_Coquet_partage_capacitaire.pdf)

- Jean-Bernard Véron, *L'aide au développement face à la guerre*, Focus stratégique, n° 7, mai 2008

[http://www.ifri.org/files/Securite\\_defense/Focus\\_7\\_Veron\\_aide\\_developpement\\_guerre.pdf](http://www.ifri.org/files/Securite_defense/Focus_7_Veron_aide_developpement_guerre.pdf)